

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, May 4, 2023

The Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy met with videoconference this day at 11:30 a.m. [ET] to study matters relating to banking, trade and commerce generally.

Senator Pamela Wallin (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: Ladies and gentlemen, senators, hello to everyone in the room and those joining us online. This is a meeting of the Standing Senate Committee on Banking, Commerce and the Economy. My name is Pamela Wallin, and I am the chair of this committee.

Let me introduce the senators who are here with us today: Senator Deacon, Senator Gignac, Senator Loffreda, Senator Marshall, Senator Marwah, Senator Ringuette. We also have joining us today Senator Cardozo and Senator Duncan.

Today we will be continuing to look at business investment in Canada. We have the pleasure of welcoming with us — all in person today — from Innovation, Science and Economic Development Canada, Simon Kennedy, Deputy Minister, who is accompanied by Charles Vincent, Assistant Deputy Minister, Small Business and Marketplace Services Sector; and Mark Schaan, Senior Assistant Deputy Minister, Strategy and Innovation Policy Sector. We welcome you all today. Thanks for joining us.

We're going to begin with an opening statement from Deputy Minister Kennedy, please. The floor is yours.

Simon Kennedy, Deputy Minister, Innovation, Science and Economic Development Canada: Thank you, Madam Chair, and thank you to the committee for the chance to speak with you today about this very important topic.

I will try to keep my remarks brief. I'm anxious to discuss this topic with you. I thought it might be useful to just provide a short overview of the activities of our ministry related to business investment.

Innovation, Science and Economic Development Canada, or ISED, as many of you know, is the federal department responsible for the government's microeconomic policy agenda. We work to foster a growing, competitive and knowledge-based economy in all parts of the country and across all the key sectors where Canada can bring market advantage and where we can have a growing economy.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 4 mai 2023

Le Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie se réunit aujourd'hui, à 11 h 30 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier toute question concernant les banques et le commerce en général.

La sénatrice Pamela Wallin (présidente) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

La présidente : Bonjour à toutes les personnes ici présentes et à toutes celles qui sont avec nous en ligne. Bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie. Je m'appelle Pamela Wallin, et je suis la présidente du comité.

J'aimerais vous présenter les membres du comité qui sont avec nous aujourd'hui. Nous avons le sénateur Deacon, le sénateur Gignac, le sénateur Loffreda, la sénatrice Marshall, le sénateur Marwah et la sénatrice Ringuette. Sont également des nôtres le sénateur Cardozo et la sénatrice Duncan.

Nous poursuivons notre étude de l'investissement des entreprises au Canada. Nous avons le plaisir d'accueillir les représentants d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada qui sont tous présents avec nous aujourd'hui. Il s'agit de M. Simon Kennedy, sous-ministre, qui est accompagné de M. Charles Vincent, sous-ministre adjoint, Services axés sur le marché et la petite entreprise, et de M. Mark Schaan, sous-ministre adjoint principal, Secteur des stratégies et politiques d'innovation.

Nous allons d'abord entendre les observations préliminaires de M. Kennedy. À vous la parole, monsieur le sous-ministre.

Simon Kennedy, sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada : Merci, madame la présidente, et merci au comité de nous donner l'occasion de vous entretenir aujourd'hui de ce sujet des plus importants.

Je vais essayer d'être aussi bref que possible, car j'ai grand-hâte de pouvoir discuter de ces questions avec vous. J'ai pensé qu'il pourrait être utile de vous présenter simplement un aperçu des activités de notre ministère dans le domaine de l'investissement des entreprises.

Comme vous le savez sans doute, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, ou ISED, est le ministère fédéral responsable du programme de politique microéconomique du gouvernement. Nous nous employons à favoriser l'émergence d'une économie canadienne concurrentielle et fondée sur le savoir dans toutes les régions du pays et dans tous les secteurs clés où la contribution du Canada peut procurer un avantage commercial et alimenter la croissance.

Our approach generally consists of harnessing a diverse set of levers to promote and support business confidence. I would by no means try to go through all of them today, but, in general, we work to try to set fit-for-purpose market-based framework policies to create the regulatory certainty and consumer confidence needed for businesses to function.

We are not responsible for all marketplace framework policy, but quite a bit of it at the federal level. We support access to capital and, in some cases, as senators would know, we make direct investments to support the business sector and to help to de-risk investment and support industries in their growth and transition.

We also work to encourage greater investment and productivity-enhancing activities such as research and development, or R&D, to enable innovation.

These are all important to securing a prosperous economic future for Canada at a time of significant disruption and an increasingly volatile global economic environment post-COVID-19.

[Translation]

The Canadian economy came through the pandemic with impressive resilience. In addition to government support measures, critical business investments in such areas as digital technologies were an important element of the success.

But Canada, like the rest of the world, is in a period of rapid economic transformation driven by the green and digital transitions. These profound forces are reshaping trade relationships, supply chains and whole industries and sectors.

Knowing this, Innovation, Science and Economic Development Canada works to deliver specific and targeted approaches to build and enhance business investment to directly target low business investment and its negative impact on productivity, competitiveness and Canada's standard of living.

Allow me to provide some specific examples.

Modern, fit-for-purpose marketplace frameworks provide the foundation for business activity in Canada. To build confidence and trust, we are undertaking one of the most fundamental rethinks of foundational legislation in the areas of privacy, competition policy and copyright legislation.

L'approche du ministère consiste à exploiter un ensemble diversifié de leviers pour susciter et maintenir la confiance au sein du milieu des affaires. Je ne vais certes pas vous énumérer tous ces mécanismes, mais je peux tout au moins vous dire que nous établissons des politiques d'encadrement des marchés bien adaptées pour assurer la certitude réglementaire et la confiance des consommateurs, deux facteurs essentiels à la bonne marche des entreprises. Nous sommes responsables d'une bonne part de ces politiques d'encadrement des marchés à l'échelon fédéral.

Par ailleurs, nous facilitons l'accès au capital et il nous arrive même dans certains cas — les sénateurs ne l'ignorent pas — d'investir directement pour appuyer un secteur dans sa croissance et sa transition en contribuant à limiter les risques liés à ses investissements.

Nous encourageons en outre un plus grand investissement dans les activités visant l'amélioration de la productivité telles que la recherche et le développement afin de permettre l'innovation.

Toutes ces mesures sont cruciales pour assurer un avenir économique prospère au Canada à une époque marquée par des perturbations importantes et dans une conjoncture économique mondiale de plus en plus instable après la COVID-19.

[Français]

L'économie canadienne a traversé la pandémie avec une résilience impressionnante. Outre les mesures de soutien gouvernementales, les investissements critiques des entreprises dans des domaines tels que les technologies numériques ont été un élément important de ce succès.

Le Canada, comme le reste du monde, traverse une période de transformation économique rapide entraînée par des transitions vertes et numériques. Ces forces profondes remodèlent les relations commerciales, les chaînes d'approvisionnement et des industries et des secteurs entiers.

Sachant cela, Innovation, Sciences et Développement économique Canada s'efforce d'offrir des approches spécifiques et ciblées pour créer et améliorer l'investissement des entreprises afin de cibler directement le faible investissement des entreprises et son impact négatif sur la productivité, la compétitivité et le niveau de vie du Canada.

Permettez-moi de donner quelques exemples précis.

Des cadres de marché modernes et adaptés aux besoins constituent la base de l'activité commerciale au Canada. Pour renforcer la confiance, nous entreprenons l'une des refontes les plus essentielles de la législation fondamentale dans les domaines de la protection de la vie privée, de la politique de la concurrence et de la législation sur le droit d'auteur.

[English]

In addition, given the importance of, for example, venture capital and helping globally competitive firms to expand their operations, the Government of Canada provides support through its Venture Capital Action Plan and the Venture Capital Catalyst Initiative. As part of Budget 2021, funding was renewed for the Venture Capital Catalyst Initiative — many of you would probably know it as VCCI — to build on earlier investments to ensure Canadian businesses continue to enjoy access to a globally competitive venture capital ecosystem capable of nurturing entrepreneurial talent and creating high-quality middle-class jobs. That is in addition to the role played by the Business Development Bank of Canada, which is part of the ISED portfolio.

The Canada Small Business Financing Program is a statutory long-guarantee program that is also in the ISED portfolio. This facilitates indirect lending to small businesses and it has averaged approximately \$1 billion per year in indirect financing. There were recent legislative and regulatory enhancements, which I know senators were involved in, and that is expected to increase the annual financing available by about \$560 million to support the needs of more growth-oriented firms.

ISED also administers a number of sector-agnostic direct programming supports to incent and de-risk business investment to achieve specific economic objectives and build momentum in high-growth economic sectors. The Strategic Innovation Fund, or SIF, is certainly one of those instruments that I think people would be familiar with that provides transformational investments in innovation projects in all sectors of the economy to help Canada prosper in the global economy.

I would also note the Global Innovation Clusters, which is a close to \$2-billion federal government investment that has been matched dollar for dollar by industry. This is to support the growth and development of key clusters in Canada with a direct impact on business investment in strategic areas such as advanced manufacturing, the food supply, supply chain logistics and so on.

Under the new Canada Digital Adoption Program, Canadian small and medium-sized enterprises, or SMEs, can assess their digital readiness and apply for grants and loans online. This funding is designed to help them leverage e-commerce opportunities and upgrade or adopt digital technologies to remain competitive in the digital marketplace.

I know senators are hearing from the Deputy Minister of Finance after our presentation today, and, of course, Budget 2023 outlined a number of supports in the form of tax credits to

[Traduction]

En outre, compte tenu de l'importance du capital de risque pour aider les entreprises déjà à l'échelle mondiale à étendre leurs activités, le gouvernement du Canada apporte son assistance au moyen du Plan d'action pour le capital de risque, le PACR, et de l'Initiative de catalyse du capital de risque, ICCR. Dans le cadre du budget de 2021, le financement de l'ICCR a été reconduit afin que l'on puisse s'appuyer sur les investissements antérieurs pour garantir que les entreprises canadiennes continuent d'avoir accès à un écosystème de capital de risque de calibre mondial capable de nourrir le talent entrepreneurial et de créer des emplois de haute qualité pour la classe moyenne. Cela s'ajoute au rôle joué par la Banque de développement du Canada qui fait partie du portefeuille d'ISED.

Le Programme de financement des petites entreprises du Canada, un programme législatif de garantie de prêt qui facilite les prêts indirects aux petites entreprises, a généré en moyenne environ 1 milliard de dollars par année en financement indirect. De récentes améliorations législatives et réglementaires — à l'égard desquelles les sénateurs ont eu leur mot à dire — devraient permettre de bonifier le financement annuel de quelque 560 millions de dollars pour répondre aux besoins des entreprises davantage axées sur la croissance.

Notre ministère administre également un certain nombre de programmes directs et indépendants du secteur pour inciter les entreprises à investir en réduisant les risques qu'elles courent ainsi, tout cela dans le but d'atteindre des objectifs économiques bien précis et de créer une dynamique dans les secteurs à fort potentiel de croissance. Le Fonds stratégique pour l'innovation, ou le FSI, est certes l'un des plus connus de ces instruments. Ce fonds permet des investissements transformateurs dans des projets innovants réalisés dans différents secteurs pour aider le Canada à prospérer au sein de l'économie mondiale.

J'ajouterais qu'ISDE gère aussi les Grappes d'innovation mondiales du Canada, qui bénéficient d'un financement fédéral de 2 milliards de dollars, assorti d'investissements du même montant par l'industrie. Il s'agit d'appuyer la croissance et le développement de grappes clés pour le Canada en optimisant les investissements des entreprises dans des domaines stratégiques tels que la fabrication de pointe, l'approvisionnement alimentaire, et la logistique des chaînes d'approvisionnement.

Dans le cadre du nouveau Programme canadien d'adoption du numérique, les PME canadiennes peuvent évaluer leur état de préparation numérique et demander des subventions et des prêts en ligne. Ce financement les aide à tirer parti des possibilités de commerce électronique et à mettre à niveau leurs technologies numériques ou à en adopter de nouvelles pour pouvoir continuer à soutenir la concurrence sur le marché numérique.

Je sais que les sénateurs entendront tout à l'heure le témoignage du sous-ministre des Finances, et je vous rappelle que l'on a récemment annoncé dans le budget de 2023 un certain

further support the greening of the economy. This is an area that my ministry certainly is working very hard on as well.

I could also talk about the Women Entrepreneurship Strategy, the Black Entrepreneurship Program and other measures designed to support business success, access to capital and growth.

[*Translation*]

Here are some intellectual property measures.

Intellectual property is a key asset for business and a basis for an innovation-based economy. The government has made a number of investments to build an IP-savvy innovation ecosystem, starting with an initial investment of \$85 million through the National IP Strategy launched in 2018. We at Innovation, Science and Economic Development Canada are responsible for that strategy.

The Canada Innovation Corporation will help maximize Canadian businesses' investment in research and development across all economic sectors and regions of Canada to promote the creation and retention of intangible assets in Canada. The Canada Growth Fund, as an arm's length public investment vehicle, will help attract private capital to build Canada's clean economy.

Those are a few examples of ongoing work.

[*English*]

I'll stop there, but I'm happy to talk about any of these.

The Chair: We'll have lots of questions, so I wanted to dive right in, please.

Senator C. Deacon: Thank you, deputy minister, Mr. Schaan and Mr. Vincent for being with us today.

We have been hearing an awful lot over the last two and a half months from different witnesses who are speaking to and living these dramatic changes that you spoke of toward intellectual property, or IP, and data-driven economy predominantly that this is where most wealth is being created in the world and about how Canada, strategically, is still working from a playbook that's for a different game. The game has fundamentally changed from where our playbook was.

nombre de mesures de soutien sous forme de crédits d'impôt pour appuyer davantage l'écologisation de notre économie. C'est assurément un domaine dans lequel mon ministère est aussi très actif.

Je pourrais aussi vous parler d'autres mesures ciblées comme la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat et le Fonds pour l'entrepreneuriat des communautés noires visant à favoriser la réussite des entreprises, l'accès au capital et la croissance.

[*Français*]

Voici quelques mesures sur la propriété intellectuelle.

La propriété intellectuelle est un actif clé pour les entreprises et la base d'une économie fondée sur l'innovation. Le gouvernement a fait un certain nombre d'investissements pour créer un écosystème d'innovation axé sur la propriété intellectuelle, en commençant par un investissement initial de 85 millions de dollars dans le cadre de la Stratégie en matière de propriété intellectuelle lancée en 2018. C'est nous, à Innovation, Sciences et Développement économique Canada, qui sommes responsables de cette stratégie.

La Corporation d'innovation du Canada aidera à maximiser les investissements des entreprises canadiennes en recherche et développement de tous les secteurs économiques et toutes les régions du Canada afin de promouvoir la création et la rétention d'actifs incorporels au Canada. Le Fonds de croissance du Canada, en tant que véhicule d'investissements publics indépendant, aidera à attirer des capitaux privés pour bâtir l'économie propre du Canada.

Voici ces quelques exemples du travail qui est en cours de réalisation.

[*Traduction*]

Je vais m'en tenir là pour l'instant, mais je serai ravi de discuter de tous ces enjeux avec vous.

La présidente : Comme nous avons de nombreuses questions à vous poser, nous allons commencer sans plus tarder.

Le sénateur C. Deacon : Merci, monsieur le sous-ministre, ainsi que messieurs Schaan et Vincent, d'être des nôtres aujourd'hui.

Depuis deux mois et demi, de nombreux témoins sont venus nous parler de la façon dont ils perçoivent et ils vivent ces changements en profondeur dont vous venez de traiter. Il a beaucoup été question de propriété intellectuelle et d'une économie axée sur les données, car c'est désormais ainsi que le plus gros de la richesse se crée à l'échelle planétaire. On a notamment fait valoir que, du point de vue stratégique, le Canada s'en remet encore au même plan de match, sans égard au fait que les conditions ne sont plus du tout ce qu'elles étaient.

Our playbook was highly suited to the tangible economy, but not as suited to the intangible economy. For example, we invest a lot of money on building the structure, but we haven't necessarily got our foundation right in terms of really knowing how to control the IP that comes out of our investments in research and how to control the use of data for the benefit of Canadians.

I just would like you to speak to it at a general level because what I'm not seeing is a cohesive way in which current programs are actually recognizing that change. One quick example is SIF investing in intellectual property, branch plant or research facility for a foreign-owned company which is now bidding up the cost of labour and taking the labour out, focused on Canadian IP, and we have actually incentivized that. That's been part of the Strategic Innovation Fund.

There is not a cohesiveness in how we are delivering programs and in the programs we're creating to recognize this fundamental change in the game. We still have that old playbook. What would be your thoughts in response to that?

Mr. Kennedy: Thank you very much for the question. I can give a high-level answer. I'm happy to go deeper and then maybe turn to my colleague Mark Schaan, who is in charge of the very specific programming on IP.

As a general rule, we are very well aware of these broader trends affecting the success of the economy in the future. Inside the department, we often talk about the major drivers of digital and data, the green transition and, increasingly, the need for resiliency and redundancy because of what we see happening internationally with the realignment of supply chains.

We have tried to take a holistic approach to how to address this. For example, there has been a significant investment by the government in the basic infrastructure of a digital, data-driven, knowledge-driven economy. The amount of resources that have gone into wiring up the country with high-speed broadband is literally an order of magnitude bigger than all previous federal investments combined. I would liken it to the electrification of rural areas in the last century in that we understand that a knowledge-based economy needs access to that. That's a big focus of our infrastructure spend.

Notre plan de match convenait parfaitement à une économie matérielle, mais n'est pas adapté à une économie immatérielle. Ainsi, nous investissons beaucoup dans la construction d'infrastructures, mais nous n'avons pas nécessairement jeté les bases qui nous donneraient les moyens de bien contrôler la propriété intellectuelle issue de nos investissements dans la recherche et de veiller à l'utilisation des données dans l'intérêt supérieur des Canadiens.

Je voudrais que vous me répondiez dans une perspective plutôt générale, car je ne constate aucune prise en compte cohérente de cette évolution dans le cadre de nos programmes actuels. Le premier exemple qui me vient à l'esprit est celui du Fonds stratégique pour l'innovation qui investit dans la propriété intellectuelle ou l'établissement d'une succursale ou d'un centre de recherche au bénéfice d'une société appartenant à des intérêts étrangers, ce qui fait grimper les coûts de main-d'œuvre pour finalement aboutir à un exode des emplois et de la propriété intellectuelle pourtant générée ici même au Canada. Et nous encourageons de telles pratiques. C'est chose possible grâce au Fonds stratégique pour l'innovation.

Il faudrait une véritable cohérence dans la création et la mise en œuvre de ces programmes pour tenir compte du fait que les règles du jeu ne sont plus du tout les mêmes. Nous avons plutôt conservé notre bon vieux plan de match. Que pensez-vous de tout cela?

M. Kennedy : Merci beaucoup pour cette question. Je peux effectivement vous répondre dans une perspective générale, après quoi je pourrais essayer d'entrer dans les détails et peut-être céder la parole à mon collègue, Mark Schaan, qui est responsable des programmes touchant la propriété intellectuelle.

Nous sommes tout à fait conscients de ces grandes tendances qui remettent en cause notre prospérité économique à venir. Au sein du ministère, nous discutons fréquemment de ces éléments vraiment catalyseurs que sont le numérique et les données, la transition écologique et, de plus en plus, le besoin de résilience et de redondance dans le contexte du réalignement des chaînes d'approvisionnement que nous pouvons observer sur la scène internationale.

Nous nous sommes efforcés d'aborder ces enjeux en nous appuyant sur une approche holistique. À titre d'exemple, le gouvernement a investi des sommes considérables dans les infrastructures de base nécessaires à une économie numérique qui est basée sur les données et les connaissances. La quantité de ressources déployées pour brancher l'ensemble du Canada au service large bande haute vitesse est d'une ampleur dépassant le total des investissements fédéraux précédents. Je comparerais le tout à l'électrification des régions rurales au siècle dernier, en ce sens que nous comprenons bien la nécessité d'un tel exercice au sein d'une économie basée sur le savoir. C'est l'une des orientations clés de nos dépenses en matière d'infrastructures.

On the microeconomic policy framework side that I talked about before, there are significant changes that have been introduced in Parliament to modernize the basic rules around how companies are able to operate in the economy to take advantage of digital and data. We need more modern rules not just around privacy but around things like data portability and the ability to leverage these technologies. We're trying to update the basic rules that the business sector operates under.

On the support-to-business side, whether it's direct investment or other kinds of supports, there is a lot of work going on, whether it is through the Strategic Innovation Fund, for example, the provisions we seek when we seek to invest in firms that include much more attention than they may have in the past on IP; the support for Canadian leadership in frontier technologies; or the work we do through the intellectual property strategy, for example, to build IP literacy and help businesses better understand and protect their IP.

That's a very high-level answer, but I would say that we certainly have a view of our activity that puts a focus on trying to protect Canadian IP and trying to grow successful Canadian companies but also recognizes we're a small open market-based economy of 40 million people. We will also depend on investment from outside and, to some extent, on foreign ideas coming into the country. We would work both sides of the aisle in that respect. The issue of generation and protection of Canadian intellectual property is front and centre for us.

Senator C. Deacon: Mr. Schaan, could you respond and mention the key performance indicators, or KPIs, that you'll be tracking to make sure we're actually turning the corner?

Mark Schaan, Senior Assistant Deputy Minister, Strategy and Innovation Policy Sector, Innovation, Science and Economic Development Canada: I'll be quick on two examples that I think are foundational. The intellectual property strategy that we started with a number of years ago had a couple of core investments that were critical. One was actually creating a centre of excellence around intellectual property that's housed in our program-related sector. It embeds IP-related knowledge in the contractual arrangements that we reach with corporations, as I mentioned, but also the degree to which we can support businesses.

Du point de vue du cadre stratégique microéconomique dont j'ai parlé précédemment, des changements importants ont été apportés par le Parlement en vue de moderniser les règles fondamentales permettant aux entreprises d'évoluer au sein de la sphère économique en tirant avantage du numérique et des données. Il nous faut des règles mieux adaptées à la réalité d'aujourd'hui, non seulement en matière de protection de la vie privée, mais aussi concernant des éléments comme la transférabilité des données et l'exploitation optimale de ces technologies. Nous nous efforçons de mettre à jour les règles de base régissant le fonctionnement du milieu des affaires.

Pour ce qui est du soutien aux entreprises, que ce soit au moyen d'un investissement direct ou sous d'autres formes, des efforts considérables sont déployés, aussi bien dans le cadre du Fonds stratégique pour l'innovation — pour lequel les critères d'investissement dans les entreprises exigent désormais que l'on accorde une importance accrue à la propriété intellectuelle — qu'au chapitre du soutien à la prise en charge des technologies de pointe par des entités canadiennes, et du travail que nous accomplissons dans le cadre de la Stratégie en matière de propriété intellectuelle afin notamment de sensibiliser les gens à cette réalité et d'aider les entreprises à mieux comprendre et protéger la propriété intellectuelle qui leur appartient.

C'est une réponse très générale, mais je dois dire que nous considérons certes que notre rôle consiste à mettre l'accent sur la propriété intellectuelle canadienne en essayant de favoriser la croissance d'entreprises qui vont connaître du succès, tout en reconnaissant que nous évoluons au sein d'une économie de marché ouverte d'à peine 40 millions de personnes. Notre avenir économique dépendra également des investissements étrangers et, dans une certaine mesure, des idées provenant du reste du monde. Nous n'allons pas manquer de déployer des efforts sur ces deux tableaux. La question de la création et de la protection de la propriété intellectuelle au Canada est certes au cœur de nos préoccupations.

Le sénateur C. Deacon : Monsieur Schaan, pourriez-vous répondre également à la question en précisant de quels indicateurs de rendement clés vous allez vous servir pour vous assurer que nous progressons véritablement?

Mark Schaan, sous-ministre adjoint principal, Secteur des stratégies et politiques d'innovation, Innovation, Sciences et Développement économique Canada : Je vais vous donner rapidement deux exemples que j'estime fondamentaux. La Stratégie en matière de propriété intellectuelle que nous avons mise en œuvre il y a quelques années prévoyait des investissements vraiment cruciaux. L'un de ces investissements visait la création d'un centre d'excellence en matière de propriété intellectuelle qui relève de notre secteur des programmes. Nous pouvons ainsi intégrer les questions relatives à la propriété intellectuelle dans nos arrangements contractuels avec les entreprises, comme l'indiquait M. Kennedy, mais aussi déterminer l'ampleur de l'aide que nous pouvons leur apporter.

The two big pieces that were added most recently that are game changers are both the program that we put in place for the clients at the National Research Council of Canada Industrial Research Assistance Program, NRC IRAP, to access dedicated funds for pursuing IP strategies and the same thing for ElevateIP through our companies that come through business accelerators and incubators. The KPIs are the following: Do our firms have IP strategies? Do they have mechanisms to ensure that they have freedom to operate and retention capacity? Do they have the venture capital to be able to continue to grow and to scale? Those are a number of the key metrics that we're continuing to track.

Senator Ringuette: My question is a follow-up to the issue that we're talking about. On March 23, we had at this committee the CEO of Innovation Asset Collective, which is an Ottawa-based not-for-profit corporation that received funding for a pilot project to the tune of \$30 million for four years. Very impressive. You say you want to bring forward a holistic approach. I find that this is one type of solution.

What other mechanisms do you have for bringing a holistic approach to help economic development, particularly for SMEs?

Mr. Kennedy: I will stick with the framework I had previously about investing in the infrastructure of the new economy, in the rules and then in the direct work with the business sector. As one example of that, in our direct work with the business sector we are increasingly including as a significant element of our work the protection and development of IP and the advancement of Canadian IP.

I'll give you one example. The general question is kind of a crosscut; it infuses a lot of our activity. If you take the government strategy to support artificial intelligence, we're now at the beginning of the second iteration of the strategy. That second iteration has a significant component specifically dedicated to ensuring that the ideas and the knowledge that are developed by our scientists and by the researchers in artificial intelligence, or AI, actually get translated, commercialized and used in Canada. That's actually a funding stream. We're working with the AI Institutes. We're very conscious that not only do we work to support businesses, but there has to be a component which is about trying to ensure the IP gets used in Canada and, to the extent possible, exploited in Canada.

Il y a deux mécanismes importants qui viennent tout juste d'être mis en place pour vraiment changer la donne. Je parle du Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada qui donne accès à des fonds spécialement consacrés à l'élaboration de stratégies touchant la propriété intellectuelle. Il y a aussi le programme ÉleverlaPI pour aider nos entreprises par le truchement des accélérateurs et des incubateurs. Pour ce qui est des indicateurs de rendement clés, nous nous posons les questions suivantes. Est-ce que nos entreprises ont des stratégies en matière de propriété intellectuelle? Ont-elles mis en place les mécanismes nécessaires pour s'assurer une liberté d'action et une capacité de rétention? Ont-elles accès à du capital de risque pour poursuivre leur croissance et prendre de l'expansion? Cela fait partie des principaux paramètres dont nous effectuons le suivi.

La sénatrice Ringuette : Ma question est un peu dans la même veine. Le 23 mars dernier, notre comité a accueilli le PDG du Collectif d'actifs en innovation, une société sans but lucratif basée à Ottawa qui a reçu du financement pour un projet pilote à hauteur de 30 millions de dollars pour quatre ans. C'était fort impressionnant. Vous dites vouloir mettre de l'avant une approche holistique. Je pense que c'est une piste de solution qui s'offre à vous.

Quels autres dispositifs pourriez-vous mettre en œuvre dans le cadre d'une approche holistique afin de favoriser le développement économique, surtout pour les PME?

M. Kennedy : Je vais m'en tenir au cadre que j'ai exposé tout à l'heure concernant l'investissement dans l'infrastructure de la nouvelle économie, dans les règles et dans la collaboration directe avec le milieu des affaires. Dans ce dernier cas, je pourrais vous indiquer notamment que nous intégrons de plus en plus à notre travail un volet préconisant la création, la protection et la mise en valeur de la propriété intellectuelle au Canada.

Je vais vous donner un exemple. C'est une considération qui transcende les frontières entre nos différents secteurs d'activité. Nous amorçons actuellement la mise en œuvre de la seconde version de la stratégie gouvernementale pour appuyer l'intelligence artificielle. L'une des composantes essentielles de cette seconde version vise expressément à faire en sorte que les idées et les connaissances mises au point par nos scientifiques et nos chercheurs dans le domaine de l'intelligence artificielle se traduisent bel et bien par des applications concrètes qui sont commercialisées et mises en œuvre au Canada. C'est en fait l'un de nos volets de financement. Nous travaillons de concert avec les instituts du secteur de l'intelligence artificielle. Nous sommes bien conscients que notre travail ne se limite pas à soutenir les entreprises, mais que nous devons aussi nous efforcer de faire en sorte que la propriété intellectuelle soit utilisée au Canada et, dans la mesure du possible, exploitée dans notre pays.

Senator Ringuette: We are hearing and have been hearing for the last year the narrative of dealing in supply chains with friendly nations. What will the department do in regard to moving the narrative to friendly nations?

Mr. Kennedy: A couple of good examples of that will be the work that we are doing on critical minerals and the work on supply chains in the electric vehicle, or EV, battery space. We're very conscious that we have an integrated automotive sector with the United States and that the Americans have made policy decisions about what they would like to see going into the content of cars that are sold in their jurisdiction. That potentially creates a significant advantage for Canada because Canada is a friendly country that will have access to that market.

In the critical minerals work that we're doing, we will be working through the Strategic Innovation Fund, for example, to support companies in the critical minerals supply chain to build out in Canada to supply, as one example, the EV battery facilities and the automotive factories and so on, which are part of this integrated supply chain across the border with our colleagues in North America. That's a very concrete example. We are working right now with a range of corporates in the battery supply space, whether it's copper foils, electrolytes, spacers, CAM, which stands for "cathode active material," or precursor CAM. There is a gamut of firms that are needed to build these EV batteries and vehicles, and we are active in that space, trying to anchor that activity in Canada.

Senator Marwah: Thank you, witnesses, for being here today.

I want to talk to you about the supercluster program. There have been many views on this, and I think we all recognize that they were slow to start up. But I think you mentioned, Mr. Kennedy, that they are getting traction, and now things are beginning to work a lot better. Yet, I have heard views on the other side saying that the superclusters have not worked, and it wasn't the way to go. You have two very different views on the success of superclusters. I would like your thoughts on whether it has worked. Why has it been so slow? What are the measurements of success as to why it is working? If there are roadblocks, are there any plans to address that?

Mr. Kennedy: Thank you very much for the question. My layperson's way of thinking about the supercluster program and, indeed, the way I describe it when people ask about it is we're aiming to provide some support through the government's efforts to build out the connective tissue that, in different circumstances,

La sénatrice Ringuette : Voilà des mois qu'on nous répète qu'il nous faut partager nos chaînes d'approvisionnement avec des pays alliés. Que fera le ministère pour que le message se rende jusqu'aux pays en question?

M. Kennedy : Je dirais que les minéraux critiques et les chaînes d'approvisionnement pour les véhicules électriques et leurs batteries seraient de bons exemples du travail que nous accomplissons en ce sens. Nous savons très bien que notre secteur automobile est intégré à celui des Américains et que ceux-ci ont pris certaines décisions quant aux éléments que l'on doit retrouver dans les véhicules vendus sur leur territoire. Cela pourrait représenter un avantage considérable pour notre pays, car nous sommes des alliés des Américains et avons accès à leur marché.

Dans le secteur des minéraux critiques, nous mettons par exemple à contribution le Fonds stratégique pour l'innovation afin d'aider des entreprises de cette chaîne d'approvisionnement intégrée que nous partageons avec nos voisins du Sud à s'installer au Canada en vue d'approvisionner notamment les usines où l'on fabrique les batteries ou les véhicules eux-mêmes. C'est tout ce qu'il y a de concret. Nous travaillons actuellement avec un éventail d'entreprises dans le secteur de l'approvisionnement aux fins de la fabrication des batteries, que ce soit pour les feuilles de cuivre, les électrolytes, les entretoises, ou les matériaux actifs cathodiques, précurseurs ou non. On a besoin de la contribution de différentes entreprises pour construire ces batteries et ces véhicules électriques, et nous redoublons d'efforts dans ce dossier afin de bien ancrer ce secteur d'activité au Canada.

Le sénateur Marwah : Merci aux témoins d'être des nôtres aujourd'hui.

Je veux parler du programme des supergrappes. Différents points de vue ont été exprimés à ce sujet, et je crois que nous conviendrons tous que le démarrage a été plutôt lent. Je pense toutefois que vous avez indiqué, monsieur Kennedy, que le vent est en train de tourner et que les choses se déroulent maintenant beaucoup mieux. J'ai cependant entendu des opinions divergentes faisant valoir que les supergrappes n'ont pas fonctionné, et que ce n'est pas le mécanisme que l'on aurait dû privilégier. Il y a donc deux perspectives qui s'opposent quant à l'efficacité de ces supergrappes. J'aimerais savoir si vous estimatez qu'elles ont été efficaces et pourquoi selon vous la mise en marche a été aussi lente. Pourriez-vous me dire également quels paramètres sont utilisés pour en mesurer l'efficacité et m'indiquer si des plans ont été établis pour surmonter les éventuels obstacles?

M. Kennedy : Je vous remercie de la question. En tant que profane, je perçois le programme des supergrappes comme une façon de soutenir les efforts du gouvernement pour tisser des liens comme ceux qui seraient présents naturellement si les circonstances étaient différentes et nous avions un peu plus de

might be there naturally if we had just maybe a little more critical mass or if the ecosystem were a little different but that might be harder to have happen by happenstance just because Canada is a smaller country or perhaps the ecosystem isn't as developed.

Through the program, we're trying to incentivize these collisions and connections among businesses, academics and different parts of the supply chain, which could be very fruitful, produce economic growth and create a lot of opportunities that might not happen otherwise. What that has required is a different way of operating than the way a normal government granting program operates. To be simplistic about it, we set up a program. A business applies. If it looks like a good project, we might provide some support.

In the clusters program, it doesn't work that way. In order for someone to get support, what they have to do is they have to find other partners. In effect, they have to come in as a consortium. Let's say I have found something that is really promising as a business idea, or we really think we can make something go and generate jobs and growth. Actually, it will be me as a company working with this other company over here, and maybe with these researchers over here.

Frankly, that's a different way for a number of businesses to interact with government. It actually takes more work to find partners and figure things out. For that reason, I would readily admit the program took time for people to understand it and get it off the ground. At this point, we are thrilled with the metrics and would be happy to share data with the committee. There has been great leverage from the private sector and in terms of job creation.

There is concrete evidence that this effort to try to build these partnerships has paid off. We'd be happy to share data with the committee on that.

Senator Marwah: You are absolutely right. We fully understand the concept. The concept is great on paper. It would be very helpful to us to get us some hard numbers on success. How do you measure success? What is the job creation? Are there any other impediments to the program that you feel have to be addressed, or do you think it's taking off now?

I would like some hard numbers behind this. All we hear are two polarizing views. It's hard to determine what success is, and what measurements you use to measure success.

masse critique ou un écosystème plus développé. Ainsi, nous créons des conditions qui ne seraient pas forcément présentes naturellement, tout simplement parce que le Canada est un plus petit pays ou son écosystème n'est peut-être pas aussi développé. Voilà la façon dont je décris le programme lorsque les gens me posent des questions.

Nous tentons, au moyen de ce programme, de faciliter les rencontres et les connexions entre entreprises, universitaires et les divers maillons de la chaîne d'approvisionnement en vue d'engendrer des conditions fructueuses, stimuler la croissance économique et créer de nombreuses occasions qui n'auraient pas été possibles autrement. Pour ce faire, il a fallu procéder d'une façon différente de celle dont fonctionnerait normalement un programme gouvernemental de subvention, à savoir : 1) le gouvernement met sur pied un programme; 2) une entreprise présente sa demande; 3) si le projet nous semble solide, nous pouvons choisir de le soutenir. C'est simpliste comme description, mais c'est ça.

Or, le programme des grappes ne fonctionne pas ainsi. Si une entreprise souhaite obtenir un soutien, elle doit se trouver des partenaires. En fait, ces entreprises doivent se présenter comme consortium. Disons que j'ai une idée commerciale fort prometteuse, ou bien j'ai un projet avec beaucoup de potentiel pour créer des emplois et générer de la croissance. Dans les faits, il y aura mon entreprise qui collabore avec une autre entreprise et éventuellement avec des chercheurs.

Bien franchement, c'est une autre façon pour les entreprises de travailler avec le gouvernement. Il faut consacrer plus d'efforts pour trouver des partenaires et préparer le terrain. C'est donc pour cette raison que je reconnaiss volontiers qu'il a fallu un certain temps pour que les gens comprennent le programme et que le programme démarre véritablement. En ce moment, nous sommes ravis des chiffres et nous serons heureux de transmettre des données au comité. Le secteur privé a beaucoup contribué et nous avons eu de bons résultats pour ce qui est de la création d'emplois.

Les retombées des efforts consacrés aux partenariats sont attestées par des chiffres. Nous serions heureux de transmettre les données pertinentes au comité.

Le sénateur Marwah : Vous avez parfaitement raison. Nous comprenons tout à fait le concept, qui paraît bien sur papier. Nous aimerais bien avoir des chiffres concrets sur les réussites. Comment mesurez-vous les réussites? Quels sont les emplois créés? Y a-t-il des obstacles aux programmes qui devront être réglés, ou pensez-vous que vous êtes sur une belle trajectoire?

J'aimerais avoir des chiffres concrets. Nous n'entendons que deux points de vue diamétralement opposés. Il est difficile de voir à quoi ressemble la réussite et quels sont les paramètres utilisés pour mesurer cette réussite.

Mr. Kennedy: We would be happy, Madam Chair, to come back with concrete data for you.

The Chair: That would be helpful. Our time frame is short for the conclusion of this study. That would be great.

Senator Loffreda: Thank you, Deputy Minister Kennedy, Mr. Schaan and Mr. Vincent for being here with us.

We are studying business investment, because the lack of domestic business investment has been a concern and an issue for numerous years. We do well putting money into research, establishing programs and infrastructure to support our businesses; you have covered that well in your opening remarks.

I have always said a great deal of wealth is always created by the entrepreneur. Domestic business investment is essential in sustaining our economy and well-being.

You all have a wealth of experience on the policy side. Given your experience, I have a general question: Why have the federal government's attempts to improve domestic business investment not been successful in the past? Sometimes the "why" will lead to solutions.

I am certain you all have a lot to add on how we can do it better. What types of policy changes should be put forward to improve matters? Why hasn't all this investment turned into results for domestic business investment?

Mr. Kennedy: Thank you for the question. It's a big question.

I would observe that having been in public policy in Ottawa for 33 or 34 years now, this has been a question that, since I was a junior analyst, has been on everybody's mind in Ottawa for decades. I know senators know this: It has resisted easy solutions.

There are some things we can point to that might be part of the solution. The one I would offer, knowing time is short, would be that we know, for example, in certain areas, our capital markets aren't deep enough or don't have enough literacy in certain sectors to be there to make the investment.

We hear this all the time from businesses that they have a really great idea or they are growing like Topsy. But then, when they go to get the capital in Canada, it's very difficult to get the kind of financing they might get elsewhere.

M. Kennedy : Madame la présidente, nous serions ravis de vous fournir des données concrètes.

La présidente : Cela nous aiderait beaucoup. Il nous reste peu de temps pour terminer l'étude. Ce serait formidable.

Le sénateur Loffreda : Monsieur Kennedy, monsieur Schaan et monsieur Vincent, merci d'être des nôtres.

Nous étudions les investissements d'entreprise, car le manque d'investissement d'entreprise ici au Canada est source de préoccupations et de problèmes depuis de nombreuses années. Nous réussissons bien à investir de l'argent dans la recherche et à créer des programmes et de l'infrastructure pour soutenir nos entreprises. Vous l'avez d'ailleurs bien expliqué dans votre déclaration.

J'ai toujours dit que les entrepreneurs créent énormément de richesse. Les investissements d'entreprises faits au Canada sont essentiels pour soutenir l'économie et la santé du pays.

Vous avez tous énormément d'expérience en matière d'élaboration de politiques. Compte tenu de cette expérience, je vous pose une question générale : pourquoi les tentatives du gouvernement fédéral visant à améliorer les investissements d'entreprises au pays n'ont-elles pas donné les résultats escomptés dans le passé? En demandant pourquoi, on arrive parfois à trouver des solutions.

Je suis sûr que vous avez tous des idées pour améliorer la situation. Quels changements en matière de politique nous faut-il pour améliorer l'état des choses? Pourquoi tous ces efforts ne se traduisent-ils pas par des investissements d'entreprise au Canada?

M. Kennedy : Merci pour la question. Je tâcherai d'y répondre.

Je travaille dans le domaine de la politique publique à Ottawa depuis 33 ou 34 ans et c'est une question qui trotte dans l'esprit des gens à Ottawa depuis des décennies, depuis que je suis entré en fonction comme analyste subalterne. Les sénateurs le savent fort bien : le problème est coriace.

Il y a des choses que nous pouvons proposer comme pistes de solution. Je sais que nous n'avons pas beaucoup de temps, mais je dirais que nous savons, par exemple, que dans certains secteurs, nos marchés financiers ne sont pas assez développés ou nous n'avons pas suffisamment de connaissances pour qu'il y ait des investissements.

Nous entendons souvent des entreprises nous dire qu'elles ont une idée formidable ou qu'elles connaissent une croissance exponentielle. Cependant, lorsqu'elles veulent chercher des capitaux au Canada, elles ont beaucoup de difficultés à trouver un financement semblable à ce qu'elles pourraient trouver ailleurs.

I would contend that the Venture Capital Action Plan and the investments made in venture capital by the Government of Canada — and this has been over many years — are a really great example where a government intervention has led to significant positive results. It has incented general partners to come to Canada. It has incented a lot of private capital to enter this space.

If I go back to my last time in the Industry Department, about 15 years ago, as against now, when those initial investments are being made, the VC ecosystem is profoundly different. There are a lot of people who would say at least part of that is on account of the government using its leverage to try to encourage the crowding in of private capital.

Crowding in of private capital, like smart use of the government's balance sheet and programming, is a way to try to incent and encourage the private sector to improve access to capital; it might be one example. It's not the only one. Clearly, there are many other levers to use. I would be happy to talk about that more.

[*Translation*]

Senator Gignac: Welcome to our witnesses. Thank you, Mr. Kennedy, for your public service.

I have two questions. The first follows up on the discussion you just had with my colleague, Senator Loffreda, on venture capital. We heard from a witness representing the Canadian Venture Capital & Private Equity Association.

I asked him a question about the role of pension funds, since you just mentioned the government. When I asked about Canadian pension funds, however, it was because when a business reaches a certain size, Americans are often the ones who show up with funding. Can you elaborate on that?

The witness seemed to say that both pension funds and retirement funds in Canada are big. They are the equivalent of the Canadian gross domestic product. The very risk-averse, conservative. Do you have any thoughts to share with us? What can the government do to encourage them to invest in Canada rather than China, for example?

Mr. Kennedy: Thank you again for the question. It's a good question. We've been talking about all that in Ottawa for years, about the pension funds issue. I want to answer your question. However, it would be better to ask it of the next witness, the Department of Finance, because in the end, it's not our responsibility as such to debate pension fund rules. I know that question has been asked for quite some time.

Je dirais que le Plan d'action pour le capital de risque et les investissements dans le capital de risque faits par le gouvernement du Canada au fil de nombreuses années sont un très bon exemple d'une intervention gouvernementale qui a donné de nombreux résultats positifs. Les efforts consentis ont encouragé des partenaires généraux à venir au Canada et ont attiré beaucoup de capital privé.

Si je réfléchis à la dernière fois que j'ai travaillé au ministère de l'Industrie, il y a environ 15 ans, à l'époque où ces premiers investissements ont été faits, je constate que l'écosystème du capital de risque a beaucoup changé. Bon nombre de gens s'entendent pour dire qu'au moins une partie de ce changement est attribuable aux efforts du gouvernement visant à encourager les investissements du secteur privé.

Les investissements du secteur privé, tout comme l'utilisation intelligente des programmes et des fonds gouvernementaux, sont des façons d'inciter et d'encourager le secteur privé à améliorer l'accès au capital; c'en est un exemple, mais ce n'est pas le seul. De toute évidence, il existe bien d'autres leviers possibles. Je serais ravi de vous en parler davantage.

[*Français*]

Le sénateur Gignac : Bienvenue à nos témoins. Merci, monsieur Kennedy, pour votre service public.

J'aurais deux questions. La première est la continuité de la discussion que vous venez d'avoir avec mon collègue le sénateur Loffreda sur le capital de risque. On a reçu un témoin représentant l'Association canadienne du capital de risque et d'investissement.

Je lui ai posé une question sur le rôle des fonds de pension — parce que vous venez de parler du gouvernement —, mais quand j'ai posé la question au sujet des fonds de pension canadiens, c'était parce que souvent, quand l'entreprise atteint une certaine taille, ce sont les Américains qui viennent pour le financement. Pouvez-vous exprimer là-dessus?

Le témoin semblait dire que les fonds de pension au Canada et les caisses de retraite au Canada, c'est gros, c'est l'équivalent du produit intérieur brut canadien; ils sont très frileux, conservateurs. Avez-vous des réflexions à partager avec nous? Que peut faire le gouvernement pour les inciter à investir au Canada plutôt qu'en Chine, par exemple?

M. Kennedy : Merci encore pour la question. C'est une bonne question. On parle de tout cela, à Ottawa, depuis des années, la question des fonds de pension. Je veux répondre à votre question. Cependant, cela serait mieux de poser cette question au prochain intervenant, le ministère des Finances, parce qu'en fin de compte, ce n'est pas notre responsabilité, comme telle, de discuter des règles des fonds de pension. Je note que c'est une question qui est posée depuis longtemps.

Senator Gignac: That's fair. There was Bill C-34, to modernize foreign investment in Canada. However, I think we should also reflect on foreign investments made by our country's retirement funds, especially within the framework of the new world economic order.

My second question is more specific. This time, you referred to the Black Entrepreneurship Loan Fund. Am I mistaken, or has only 1% of the fund been disbursed over the last two years? At the Senate, it makes my colleagues uncomfortable. Why does the fund not seem to be working?

Mr. Kennedy: If I may, I'll give the floor to my colleague, who is responsible for the initiative.

Charles Vincent, Assistant Deputy Minister, Small Business and Marketplace Services Sector, Innovation, Science and Economic Development Canada: Thank you very much for the question. It's a good question. It's important to remember that the program was new in 2021. It's an ecosystem that's growing and creating the system for using those funds.

Organizations such as FACE, which are responsible for long-term funding, were creating the required infrastructure and ecosystem to support entrepreneurs and give out funds.

It's true that the fund started off more slowly than we wanted, but now, we continue to grow. According to the last numbers I had, 427 entrepreneurs received \$38 million in loans. We're now starting to see more progress, more initiatives. It's true, it started slowly.

Senator Gignac: Compared to the size of the fund, potentially, \$38 million is a relatively low percentage.

Mr. Vincent: That's \$38 million drawn from a \$160-million fund.

[English]

Senator Marshall: Thank you for being here today.

Nobody seems to be talking about the evaluations of the various funds, like the Strategic Innovation Fund. Senator Marwah mentioned the superclusters. Has that been successful or not?

Is there any role for evaluations of the various funds? It seems like what's happening is we're creating another growth fund, the Strategic Innovation Fund, but it seems like government keeps doing the same thing over, hoping to get a different result, but it is more of the same.

Le sénateur Gignac : C'est juste. Il y a le projet de loi C-34 pour la modernisation des investissements étrangers au Canada, mais aussi, je crois qu'il faut peut-être réfléchir aux investissements de nos caisses de retraite au pays vers l'étranger, surtout dans le cadre du nouvel ordre économique mondial.

Ma deuxième question est plus pointue : cette fois, vous avez fait référence au Fonds de prêts pour l'entrepreneuriat des communautés noires. Est-ce que je me trompe, ou depuis deux ans, il y a seulement 1 % des fonds qui a été déboursé? Au Sénat, cela fait l'objet d'un inconfort chez mes collègues. Pourquoi est-ce que ce fonds ne semble pas fonctionner?

M. Kennedy : Si vous me le permettez, je vais passer la parole à mon collègue qui est responsable de cette initiative.

Charles Vincent, sous-ministre adjoint, Services axés sur le marché et la petite entreprise, Innovation, Sciences et Développement économique Canada : Merci beaucoup pour la question. C'est une bonne question. C'est important de se souvenir que ce programme était nouveau en 2021. C'est un écosystème qui est en train de s'agrandir et de créer le système avec lequel on peut utiliser ces fonds.

Les organisations comme FACE, qui sont responsables du financement à long terme, étaient en train de créer l'infrastructure nécessaire, de créer l'écosystème pour soutenir les entrepreneurs et donner les fonds.

C'est vrai que le fonds a commencé plus lentement qu'on ne le voulait, mais maintenant, on continue de grandir. Selon les derniers chiffres que j'avais, c'est maintenant plus de 38 millions de dollars de prêts qui ont été octroyés à 427 entrepreneurs. On commence maintenant à voir plus de progrès, plus d'initiatives. C'est vrai, cela a commencé lentement.

Le sénateur Gignac : Comparativement à la taille du fonds, potentiellement, 38 millions de dollars, c'est un pourcentage qui est relativement faible.

M. Vincent : C'est 38 millions de dollars tirés d'un fonds de 160 millions de dollars.

[Traduction]

La sénatrice Marshall : Merci d'être des nôtres aujourd'hui.

Personne ne semble parler des évaluations des divers fonds, comme le Fonds d'investissement stratégique. Le sénateur Marwah a mentionné les supergrappes. Ont-elles connu du succès ou non?

Devrait-on effectuer des évaluations? On a l'impression que le gouvernement a créé un autre fonds pour stimuler la croissance, à savoir le Fonds pour l'innovation stratégique. Il semble que le gouvernement se plaît à faire et à refaire la même chose en espérant obtenir un résultat différent, mais le résultat reste le même.

Is there a role there for evaluations? Has there been anything done; has there been someone from outside doing a critique out of the \$20 billion that's spent on outside sources? Could you talk about that?

Mr. Kennedy: Certainly, Madam Chair, I would be happy to elaborate on that.

As a formal matter under the policy for results that the Treasury Board has published, we are required to evaluate all of our major programs on a regular cycle. All of them are subject to regular review and audit. Those are eventually made public. I'm not sure that totally responds to the senator's question.

Senator Marshall: Who does evaluate them? I know, for example, that your internal audit group did something on the Strategic Innovation Fund a couple of years ago, but that was done internally. Where there are such large amounts of money going out, how do you know you're channelling the money in the right places?

Mr. Kennedy: It's a good question, and I would say it is one that we do think about a lot, obviously wanting to make as effective use of the funds that we receive as possible. It's not unusual, actually, that we would go out to a third party to get an auditor evaluation done. I don't have the details immediately available in terms of some of the programs you mentioned.

I would also note that we certainly make a point of publishing the statistics. I would be happy to share with senators some of the statistics around, for example, the leverage the Strategic Innovation Fund has achieved. We have detailed statistics and have done reviews of the clusters program. That I can speak to with some authority because it's fresh in my mind. I don't know if we have gone out to a third party, but we have detailed statistical information about how much private money has gone in for every dollar of government money, how many jobs have been created, how many university partnerships, how many patents have been filed. There's a lot of material available for inspection. Admittedly, it may not always be front and centre in the way we communicate, but we'd be happy to share some of that.

Senator Marshall: In the area of regulation, who's responsible in the government for, I guess, the regulatory regime? I'm asking that because you mentioned the Critical Minerals Strategy. It just reminded me I was talking to several people about it, and they were saying, "Just wait until somebody wants to start up a mine and they have to go through the regulatory process. It's going to be years down the road." Who's responsible for the regulatory process in government?

Mr. Kennedy: On the regulatory front, in terms of regulatory policy, which sounds a bit dry, so how the government regulates, how agile the government is in regulating, that would be the

Devrait-on effectuer des évaluations? Y a-t-il eu des évaluations faites par une tierce partie des 20 milliards de dollars qui ont été versés à des sources extérieures? Pouvez-vous nous en parler?

M. Kennedy : Bien sûr, madame la présidente, je vous en parlerai avec plaisir.

La politique en matière de résultats publiée par le Conseil du Trésor nous oblige à évaluer tous nos programmes principaux sur une base régulière. Tous les programmes font régulièrement l'objet d'un examen et d'une vérification, dont les résultats sont rendus publics à un moment donné. J'espère que cela répond à la question de la sénatrice.

La sénatrice Marshall : Qui effectue les évaluations? Je sais, par exemple, que votre groupe de vérification interne s'est penché sur le Fonds d'investissement stratégique il y a quelques années, mais c'était une vérification interne. Vu les sommes importantes d'argent qui sont attribuées, comment pouvez-vous être sûr que l'argent est destiné au bon endroit?

M. Kennedy : C'est une bonne question et je vous dirai que nous y réfléchissons beaucoup, car évidemment, nous voulons utiliser aussi efficacement que possible les fonds dont nous disposons. En fait, il n'est pas inhabituel pour nous de recourir à une tierce partie pour faire faire une vérification. Je n'ai pas tous les renseignements ici avec moi sur les programmes que vous avez mentionnés.

Je vous dirai aussi que nous nous faisons un point d'honneur de publier des statistiques. Je serais heureux de transmettre aux sénateurs certaines de nos statistiques sur, par exemple, les résultats du Fonds stratégique pour l'innovation. Nous avons effectué des examens du programme des grappes et nous avons des statistiques détaillées. Je vous en parle parce que l'examen a eu lieu récemment. Je ne sais pas si nous avons eu recours à une tierce partie, mais nous disposons de renseignements statistiques détaillés sur l'argent du secteur privé versé en contrepartie pour chaque dollar consenti par le gouvernement, le nombre d'emplois créés, le nombre de partenariats universitaires et le nombre de brevets. Il y a énormément d'information. J'avoue que vous ne trouverez pas toujours ces renseignements dans nos communications, mais nous pourrons vous les transmettre.

La sénatrice Marshall : Qui au sein du gouvernement a la responsabilité du cadre réglementaire? Je vous pose la question parce que vous avez mentionné la Stratégie sur les minéraux critiques. J'en ai parlé à plusieurs personnes qui m'ont dit que si jamais une entreprise veut ouvrir une mine, elle devra passer par le processus réglementaire et cela prendra des années. Qui, au sein du gouvernement, est responsable du processus réglementaire?

M. Kennedy : En ce qui concerne le domaine plutôt aride de la politique réglementaire, c'est-à-dire la façon dont le gouvernement réglemente le domaine et l'agilité dont fait preuve

Treasury Board. But individual ministries are responsible for their respective regulations. In the case of mining, I can't speak with authority, but the Natural Resources Department, or NRCan, and the Environment Department would often be front and centre. There may be other regulations that come into play, but they would be two key actors under environmental rules and rules around mining. In telecommunications, for example, it's almost entirely ISED and the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission, or CRTC. If you're talking about Rogers or Bell or somebody, that's us; if it's a mine, it would typically be Environment and NRCan that would be responsible.

Senator Marshall: Who oversees it globally? It's the Treasury Board, isn't it?

Mr. Kennedy: It would be the Treasury Board as the kind of authority for regulatory policy. Generally, it is the Treasury Board that reviews and approves regulations through the *Gazette* process. They also manage an annual regulatory review process designed to thin out regulations that have outlived their purpose. That's coordinated by the Treasury Board.

Senator Marshall: Thank you.

The Chair: Just a bit of a follow-up on that. We're trying to focus in on evaluating outcomes. Are you actually achieving what you want to achieve? We keep hearing from people who are out there who have benefited from the funds that in the end it doesn't get you from point A to point B.

I'll mention two issues on that. We've heard repeatedly on the question of attitudinal issues in Canada of complacency — that the incentive system that government provides lets them build a short-term build, scale it to saleable, not scalable. They end up selling to a foreign body at an early stage. We lose the IP, we lose all of that. That's a big issue.

On the other side of that is the jobs-model approach to government funding, which is you get a political announcement, and 300 jobs are created, but that's kind of an outdated one and neither is it an incentive for foreign companies to actually invest. They're going to come and take the IP; the profits go back home, et cetera. Those are two issues we've heard a lot about over the last months. Could we hear some response on that, please?

Mr. Kennedy: I think this would be something, Madam Chair, senators would want to look at the latest statistics on. Certainly, we can potentially come back with some information.

le gouvernement, c'est le Conseil du Trésor. Cependant, les ministères individuels sont responsables de leur réglementation particulière. Dans le cas des mines, je crois que le ministère des Ressources naturelles, RNCan, et le ministère de l'Environnement seraient les deux acteurs clés. Il pourrait y avoir d'autres règlements, mais ces deux ministères clés sont chargés de la réglementation en matière de l'environnement et des mines. Dans le domaine des télécommunications, par exemple, c'est surtout ISDE et le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, le CRTC. Si vous parlez de Rogers ou de Bell, par exemple, c'est nous; s'il s'agit d'une mine, ce serait normalement Environnement Canada ou RNCan qui en serait responsable.

La sénatrice Marshall : Qui en assure la surveillance globale? C'est le Conseil du Trésor, n'est-ce pas?

M. Kennedy : Le Conseil du Trésor détient l'autorité en matière de la politique réglementaire. En général, c'est le Conseil du Trésor qui se charge d'examiner et d'approuver la réglementation au moyen du processus prévu dans la *Gazette*. Le Conseil du Trésor est également responsable d'un processus d'examen réglementaire annuel conçu pour élaguer les règlements caducs et il se charge de la coordination de ce travail.

La sénatrice Marshall : Merci

La présidente : J'aimerais donner suite à cette question. Nous essayons de mettre l'accent sur les résultats des évaluations. Êtes-vous vraiment en train d'atteindre vos objectifs? Des témoins nous disent qu'ils reçoivent des fonds, mais que finalement, ils n'obtiennent pas les résultats escomptés.

Je vais vous parler de deux problèmes. On nous a décrit à maintes reprises les problèmes attribuables à l'attitude de complaisance qui règne au Canada. Le système d'incitatives fournis par le gouvernement permet aux entrepreneurs de bâtir une entreprise dans le court terme et de la rendre attrayante aux yeux des acheteurs, sans se soucier de sa viabilité à long terme. Les entrepreneurs vendent très tôt leur entreprise à une entité étrangère. Nous perdons la propriété intellectuelle et tout ce qui y est rattaché. C'est un gros problème.

Ensuite, il y a l'approche du gouvernement en matière de financement de la création d'emplois, c'est-à-dire qu'on fait une annonce politique et on crée 300 emplois. C'est une approche qui a fait son temps et qui n'encourage pas les sociétés étrangères à investir réellement. Les sociétés viennent et s'accaparent de la propriété intellectuelle ainsi que des profits, etc. Voilà les deux problèmes dont nous avons souvent entendu parler au cours des derniers mois. Quelle est votre réaction?

M. Kennedy : Je pense, madame la présidente, que les sénateurs souhaiteront se pencher sur les dernières statistiques en la matière. Nous pourrons certainement vous revenir avec les renseignements pertinents.

There has been a lot of commentary over many years about entrepreneurialism in the Canadian economy and so on. I think some observers have noted that historically Canadian firms could make a decent profit without necessarily having to invest heavy amounts of money in R&D and so on. We were not entirely but largely a resource-based economy. We had a pretty good standard of living without necessarily having the same kind of constraints in achieving that standard of living that maybe some other countries had.

Economic structure may have had something to do with the lower levels of R&D. Businesses are generally driven to produce a good bottom line. They are not driven by the kind of things that drive us, worry about BERD, or business enterprise expenditure on R&D, and these kinds of abstract concepts. Canadian companies can generally produce so that there is a good bottom line without necessarily having to put very large amounts in R&D.

I don't have the statistics immediately in front of me, but I remember vividly there have been a lot of debates about the export orientation of Canadian companies. It is true that many Canadian companies export, but a very large share of the exports, historically, has been to the U.S.: same language, market very close by. Firms that are successful in export markets tend to invest more in R&D and be more competitive. There may be some evidence to suggest that those who have to survive in the outside ecosystem by definition wind up having to do the sorts of things that firms in other countries have to do to survive.

The Chair: That's really my question. Are we incentivizing the right behaviour with government dollars?

Mr. Kennedy: Our contention would be, yes, that's certainly what we try to do. To Senator Deacon's question earlier, I don't think that drives us to a conclusion that we only, for example, work with domestic firms. We try to keep all IP in the country. Canada is a small open market-based economy. It would not be possible to have every capability within our borders. There are world-leading firms that we want to have in Canada that are not Canadian. Indeed, we want Canadian companies to go out and be able to buy IP internationally.

We are very concerned with the development and protection of intellectual property generated by Canadians and the growth of Canadian firms, but, I'll be frank, we don't necessarily see it as a

Au cours des dernières années, bien des observateurs ont fait valoir l'esprit d'entreprise qui règne au sein de l'économie canadienne. Je pense que certains observateurs ont fait remarquer qu'historiquement, les entreprises canadiennes étaient en mesure de réaliser des profits décents sans avoir nécessairement à investir des sommes considérables dans la recherche et le développement, et ainsi de suite. Notre économie était en grande partie, mais pas entièrement, basée sur l'exploitation de nos ressources. La population canadienne a pu atteindre un assez bon niveau de vie sans nécessairement avoir les mêmes contraintes que dans d'autres pays.

La structure économique d'un pays peut avoir un lien avec les faibles niveaux d'investissements en recherche et développement. Les entreprises sont généralement motivées par l'obtention d'un bon résultat net, mais pas nécessairement par les dépenses en recherche et développement et ce genre de concepts abstraits. Les entreprises canadiennes sont en général capables d'obtenir un résultat net satisfaisant sans devoir absolument investir des sommes très importantes dans la recherche et le développement.

Je n'ai pas les statistiques directement sous les yeux, mais je me souviens très bien qu'il y a eu de nombreux débats sur l'orientation des entreprises canadiennes vers les marchés d'exportation. Il est vrai que de nombreuses entreprises canadiennes se tournent vers l'exportation, mais historiquement, une très grande partie de celles-ci sont faites vers les États-Unis, un marché très proche où l'anglais est la langue dominante. Les entreprises qui ont du succès sur les marchés d'exportation ont tendance à investir davantage dans la recherche et le développement, et à être plus compétitives. Certains éléments suggèrent que les entreprises qui doivent composer avec l'écosystème extérieur finissent par adopter les mêmes genres de pratiques que les pays avec lesquels elles font affaire.

La présidente : C'est en fait la question que je me pose. Les investissements du gouvernement fédéral favorisent-ils les bons comportements chez les entreprises?

M. Kennedy : Nous sommes d'avis que c'est certainement ce que nous essayons de faire. Pour répondre à la question du sénateur Deacon, je ne suis pas d'avis que cela nous amène à ne travailler qu'avec des entreprises nationales, par exemple. Nous essayons de faire en sorte que la propriété intellectuelle demeure dans le pays. Le Canada est une petite économie de marché ouverte; il ne serait pas possible de conserver l'intégrité de la propriété intellectuelle à l'intérieur de nos frontières. Nous souhaitons que des entreprises de pointe étrangères viennent s'établir ici. En effet, nous voulons que les entreprises canadiennes aient la possibilité d'acquérir des brevets de propriété intellectuelle à l'échelle internationale.

Nous sommes très préoccupés par le développement et la protection de la propriété intellectuelle générée par la population canadienne, de même que par la croissance des entreprises

monolithic thing — that when we work with a foreign multinational, that doesn't automatically mean that we don't care about growth-oriented Canadian companies. We're very concerned with both, I would say.

The Chair: Just on the jobs model issue which has come up, the obvious one is Volkswagen: \$13 billion and we get jobs. But again, the IP and the profit leave.

Mr. Kennedy: Madam Chair, would it be okay to comment on Volkswagen? A central argument in favour of supporting a firm such as Volkswagen in establishing a battery facility would be something like this: Canada has a significant automotive cluster anchored by a relatively small handful of firms, and those firms, it's true, employ a lot of people. Those firms are really anchor facilities for a much broader ecosystem, including hundreds of Canadian companies, including Canadian firms like Magna, Martinrea, Linamar and so on that are substantial parts suppliers and so on.

An analogy I used before — that doesn't work as well now that we're heading well into the mid-21st century — is that if you think of a traditional shopping mall with hundreds of stores in it, in the old days it was traditionally anchored by three or four large department stores. You have to think in a way about some of these facilities as anchors.

The entire automotive supply chain and the automotive industry are rapidly moving to battery electric vehicles. The Inflation Reduction Act in the U.S., or IRA, is only going to accelerate that trend. All of the large manufacturers have plans to go to full EV in a relatively short space of time, and if Canada is not able to successfully make that transition, not just the handful of companies that make the cars will arguably disappear but the entire cluster will disappear, which is hundreds of thousands of jobs, hundreds of firms, many communities. These are generally highly skilled engineering — we saw in the pandemic, for example, that actually having a manufacturing base turned out to be enormously useful in a crisis. They were able to pivot to make masks and ventilators and all sorts of things.

The argument is not just that you're going to put this plant here, and it's going to create X jobs. The argument is this is an entire industry. It has traditionally been an enormously important

canadiennes. Néanmoins, pour être honnête, nous ne considérons pas nécessairement qu'il s'agit d'un bloc monolithique. Lorsque nous faisons affaire avec une multinationale étrangère, cela ne signifie pas automatiquement que nous cessons de nous préoccuper des entreprises canadiennes axées sur la croissance. Je dirais, en résumé, que nous sommes très préoccupés par ces deux enjeux.

La présidente : En ce qui a trait à la question du modèle d'emploi qui a été soulevée, l'exemple le plus évident est celui de Volkswagen; on parle de 13 milliards de dollars et de création d'emplois pour les Canadiens. Mais là encore, nous ne sommes pas en mesure de retenir les brevets de propriété intellectuelle ni les profits.

M. Kennedy : Madame la présidente, puis-je commenter la situation de Volkswagen? L'argument principal en faveur du soutien à une entreprise telle que Volkswagen pour l'établissement d'une usine de batteries serait à peu près le suivant. Le Canada dispose d'un pôle automobile important, ancré par une poignée d'entreprises de taille relativement petites, et ces entreprises, il est vrai, créent beaucoup d'emplois. Elles forment en fait des points d'ancrage dans un écosystème beaucoup plus vaste, comprenant des centaines d'entreprises canadiennes notamment Magna, Martinrea, Linamar et ainsi de suite, qui sont d'importants fournisseurs de pièces.

J'avais coutume d'utiliser une analogie qui a perdu de sa pertinence au fur et à mesure que nous progressons vers le milieu du XXI^e siècle. Pensez à un centre commercial traditionnel, qui comporte des centaines de magasins, et qui était traditionnellement centré sur trois ou quatre commerces de grande surface. D'une certaine manière, il faut considérer les usines comme des points d'ancrage pour le reste de l'écosystème économique.

L'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et de l'industrie automobile évolue rapidement vers les véhicules électriques à batterie. La Loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis ne fera qu'accélérer cette tendance. Tous les grands fabricants prévoient passer au tout électrique dans un délai relativement court. Si le Canada n'est pas en mesure d'opérer cette transition, ce n'est pas seulement la poignée d'entreprises qui fabriquent les voitures qui risque de disparaître, mais l'ensemble du secteur, soit des centaines de milliers d'emplois, des centaines d'entreprises, ainsi que de nombreuses collectivités. On parle en général de postes d'ingénieurs hautement qualifiés. Nous avons constaté lors de la pandémie, par exemple, que le fait de disposer d'une base manufacturière s'est avéré particulièrement utile en cas de crise. Les entreprises ont été en mesure de passer à la fabrication de masques, de respirateurs et de toute sorte d'équipements.

Mon point n'est pas simplement de dire qu'il faut installer telle ou telle usine au Canada et qu'elle va créer tel ou tel nombre d'emplois; il s'agit en fait d'un secteur entier d'une

industry for the country, employing hundreds of thousands of people. It has spun off world-leading companies that are Canadian.

If we don't have the capacity to make the single most important component of the vehicle in Canada — because the battery is up to 40% of the value of the vehicle by sales — if all of those facilities are somewhere else, is that a challenge or a concern for the long-run health of the Canadian ecosystem?

The Chair: Yes, I think it's facilities versus IP, which is what we're trying to get at here. Anyway, I will let others ask questions here.

Senator Cardozo: I just want to carry on the questions you've just raised, Madam Chair. Thank you for that.

In terms of Volkswagen, then, can you tell us a little more about how much money the feds put in the province? I think Volkswagen put in \$7 billion. Over time, do you see more investments coming from other sources, either Canadian or foreign?

I'm thinking of this — and part of the discussion has been mentioned about the issue of complacency on behalf of investors in Canada: Does this kind of investment by government really help other investments come?

Finally, can you tell us what exactly this money goes to? Is it R&D, or is it the actual manufacturing of the battery?

Mr. Kennedy: Senator, some of this is a matter of public record, so I'll briefly cover —

Senator Cardozo: Tell us the stuff that's not on public record.

Mr. Kennedy: That might be more difficult. I can elaborate a little bit.

The government has made a contribution to the capex to build the facility. I'd be happy to provide the figure to the committee, but that has been discussed publicly. The government has also agreed to level up to the support provided in the U.S. through a kind of contribution. That will only be paid out if and when the facility is built, and it's producing the product, and the product is shipped and sold. It's contingent. In other words, the government in the public communication gave a range because, at this point, it's kind of a best-case scenario — the company produces as much as it hopes to produce and it sells all of it — and then there's a lower-end range.

grande importance historiquement pour le pays. Ce secteur emploie des centaines de milliers de travailleurs et a donné naissance à des entreprises canadiennes de premier plan à l'échelle mondiale.

Nous devons acquérir la capacité de fabriquer au Canada le composant le plus important du véhicule, soit la batterie, qui représente jusqu'à 40 % de la valeur d'un véhicule en termes de ventes. Si toutes les usines se trouvent ailleurs, est-ce que cela représente un défi ou une préoccupation pour la prospérité à long terme de l'écosystème canadien?

La présidente : En effet, je pense qu'il s'agit d'un enjeu de propriété intellectuelle, et nous devrons nous y atteler. Quoiqu'il en soit, je laisserai les autres membres du Comité le soin de poser des questions.

Le sénateur Cardozo : Madame la présidente, je souhaite simplement donner suite à la question que vous venez de poser. Je vous en remercie.

En ce qui concerne Volkswagen, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le montant que le gouvernement fédéral a investi dans les provinces? Si je ne m'abuse, Volkswagen a déjà investi 7 milliards de dollars. Au fil du temps, pensez-vous que d'autres sources d'investissement, canadiennes ou étrangères, viendront s'ajouter?

Une partie de la discussion a porté sur la question de la complaisance de la part des investisseurs au Canada. Ce type d'investissement de la part du gouvernement fédéral favorise-t-il réellement l'arrivée d'autres investisseurs?

Enfin, pouvez-vous nous dire à quoi servent précisément ces investissements. Finance-t-on la recherche et le développement, ou la fabrication proprement dite des batteries?

M. Kennedy : Monsieur le sénateur, certains éléments relèvent du domaine public, je vais donc me contenter de parler brièvement de...

Le sénateur Cardozo : Vous pouvez nous parler de ce qui n'a pas été rendu public.

M. Kennedy : Cela risque d'être plus difficile, mais je vais vous en dire un peu plus.

Le gouvernement fédéral a contribué aux dépenses d'investissement pour la construction de l'installation. Je serai ravi de fournir les montants exacts au Comité, mais je rappelle que tout cela a déjà été discuté publiquement. Le gouvernement a également accepté de s'aligner sur le soutien financier fourni par les États-Unis par l'entremise d'un type de contribution. Cette contribution ne sera versée que si l'installation est construite, et que le produit est fabriqué, expédié et commercialisé. Il s'agit donc d'une contribution conditionnelle. Autrement dit, le gouvernement a rendu publique une fourchette inférieure parce que, à ce stade, on parle d'une sorte de scénario optimal dans

That's because of the way the Inflation Reduction Act works in the U.S. If you're a battery manufacturer, you have to make the battery or the module. You then have to sell it. You provide evidence to the government that you've been certified and audited, and then you get this tax payment. The payment is in arrears only after you've manufactured and sold the battery.

In this case, the total final amount would be in that range the government provided because until the facility is built and starts shipping, no dollars will flow. One of them is kind of a backstop to make sure that the company receives equal treatment across the border between Canada and the U.S., and the other is a capital contribution to build the facility.

Senator Cardozo: Regarding the amounts, does the government put in about the same as the private sector puts in, let's say, five years from now? What do you anticipate? What will the money be used for — R&D or actually manufacturing?

Mr. Kennedy: The specific use of the capex contribution will be to support the construction of the facility. The specific use of the support that the government provides for the production — that will be something that would have to be discussed in part with PowerCo, the subsidiary of Volkswagen that's building the facility. Those payments will ultimately go to the firm, and the exact use of them will in part be determined by the company.

What we can say — and again, there has been some discussion of this publicly — the facility is expected to last dozens of years. The subsidies under the IRA are scheduled to phase out commencing in 2030 and be phased out totally by 2032. The facility will take a number of years to construct. There will be this period — again, some of this is contingent on how long it will take to build and so on — of six or seven years or so where support will be provided by the government. The facility is expected to last many years beyond that. The company is on record publicly talking about being here for decades.

The output of the facility will be many multiples of the government contribution. The actual value of the material produced and sold is going to be some significant multiplier of the value of the government's contribution.

Senator Cardozo: Does the St. Thomas plant get money from the IRA, from the U.S.? What is that part? Do they have another plant in the U.S.?

lequel l'entreprise fabrique et commercialise autant de produits qu'elle l'espère.

Cette situation s'explique par le fonctionnement de la Loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis. Un fabricant de batteries doit d'abord fabriquer la batterie ou le module, puis le commercialiser. Afin de recevoir un paiement de taxe du gouvernement, il doit fournir la preuve qu'il a été certifié et évalué. Le paiement est versé en arrérages qu'après la fabrication et la commercialisation des batteries.

Dans ce cas, le montant total final se situerait dans la fourchette déterminée par le gouvernement, car tant que l'installation n'est pas construite et opérationnelle, aucun investissement ne peut être accordé. L'une d'entre elles est une sorte de garantie pour s'assurer que l'entreprise bénéficie d'un traitement égal à la frontière entre le Canada et les États-Unis, et l'autre est une contribution en capital pour la construction de l'installation.

Le sénateur Cardozo : En ce qui concerne le financement, le gouvernement compte-t-il investir à peu près la même somme que le secteur privé d'ici environ cinq ans? Quelles sont vos prévisions? À quoi va servir ce financement? À la recherche et au développement ou à la fabrication proprement dite?

M. Kennedy : La contribution aux dépenses d'investissement consistera à soutenir la construction de l'usine. L'utilisation spécifique du soutien fourni par le gouvernement à la production devra être discutée en partie avec PowerCo, la filiale de Volkswagen responsable de la construction de l'usine. Ces paiements iront directement à l'entreprise, qui déterminera en partie l'usage qui en sera fait.

Ce que nous pouvons dire — et je vous rappelle que des discussions publiques ont eu lieu à ce sujet —, c'est que l'usine devrait être opérationnelle pendant des décennies. Les subventions accordées dans le cadre de la Loi sur la réduction de l'inflation devraient être progressivement supprimées à partir de 2030, et cesser totalement d'ici 2032. La construction de l'usine prendra plusieurs années. Le gouvernement accordera son soutien financier pour une période d'environ six ou sept ans. Comme je l'ai dit, l'usine devrait demeurer opérationnelle pendant de nombreuses années au-delà de cette période. L'entreprise a déclaré publiquement qu'elle compte mener des activités au Canada pendant des décennies.

La production de l'usine va engendrer des profits bien supérieurs à la contribution financière du gouvernement. La valeur réelle des produits fabriqués et commercialisés risque de représenter un multiple significatif de la contribution du gouvernement.

Le sénateur Cardozo : L'usine située à St. Thomas va-t-elle recevoir du financement dans le cadre de la Loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis? De quoi s'agit-il? L'entreprise possède-t-elle une autre usine aux États-Unis?

Mr. Kennedy: Any plant that a company such as Volkswagen builds in the U.S. to produce batteries, battery modules or both would receive a payment under the Inflation Reduction Act. It sets out a range of payments that are available to the business sector.

Any plant they choose to build in the U.S. would receive the payment.

The Chair: We're going to try to bring our focus back here. Thank you.

Senator Duncan: Thank you for your appearance today.

The focus of this discussion about the Volkswagen plant and so on is really on Southern Canada. Being from Northern Canada, I just need to remind people that those strategic minerals aren't coming from Southern Canada; they're coming from Northern Canada. We absolutely need to deal with the regulatory framework.

In that regard, building on Senator Gignac's question about the Canada Pension Plan and domestic business investment, what liaison does your department have with First Nations economic development corporations? I'm not talking about a colonial aspect of liaison; I'm talking about a familial relationship. Are you loaning expertise? Are you working with them to encourage Canadian investment? Do your policies dovetail with First Nations policies?

Mr. Kennedy: Thank you very much for the question.

I won't get into it because it's not directly your question, but just to note, we do have an active agenda in the department on economic reconciliation, so this is an area we're very interested in.

In response to your question, as a general rule, we have not historically worked with resource exploration companies. That has typically been Natural Resources and other colleagues of ours. We have not, as a general rule, been on the ground working with Indigenous groups on, for example, mineral exploration projects. It's not a lack of interest; it's just not been our kind of lead responsibility.

Senator Duncan: I appreciate that. Those economic development corporations often work with the mining industry to support their initiatives and to ensure that those economic development corporations benefit from some of the expertise. You've gained perhaps an evaluation of your programs. Is there

M. Kennedy : Toute usine construite aux États-Unis par une entreprise comme Volkswagen pour fabriquer des batteries, des modules de batterie ou les deux va recevoir du financement en vertu de la Loi sur la réduction de l'inflation. Cette loi définit toute une série de subventions accordées au secteur des entreprises.

Toute usine construite aux États-Unis pourra bénéficier de ce type de subventions.

La présidente : Nous allons réfléchir aux points que vous avez amenés. Je vous remercie.

La sénatrice Duncan : Je vous remercie d'avoir comparu devant le comité aujourd'hui.

Tout le débat sur l'implantation de l'usine de Volkswagen concerne essentiellement le sud du Canada. Étant originaire du nord du Canada, je tiens à rappeler que ce genre de minéraux stratégiques ne proviennent pas du sud, mais bien du nord. Nous devons absolument aborder la question du cadre réglementaire.

J'aimerais faire suite à la question posée par le sénateur Gignac sur le Régime de pensions du Canada et les investissements dans les entreprises locales. Quel genre de relation votre ministère entretient-il avec les sociétés de développement économique des Premières Nations? Je ne parle pas d'une relation de type coloniale, mais bien familiale. Permettez-vous à ces sociétés de développement économique de bénéficier d'expertise externe? Travaillez-vous en partenariat avec elles pour favoriser l'investissement canadien? Vos politiques s'harmonisent-elles avec les besoins des Premières Nations?

M. Kennedy : Merci beaucoup pour cette question.

Je ne m'étendrai pas là-dessus parce que ce n'est pas l'objet de votre question, mais sachez que nous avons un programme assez étendu au sein du ministère en matière de réconciliation économique, c'est donc une chose qui nous intéresse beaucoup.

Pour répondre à votre question, nous ne travaillons généralement pas avec les sociétés d'exploration de ressources. C'est plutôt Ressources naturelles Canada qui s'en occupe, ainsi que d'autres de nos collègues. Ainsi, nous ne travaillons généralement pas sur le terrain avec les groupes autochtones à des projets de prospection minière, par exemple. Ce n'est pas par manque d'intérêt, ce n'est tout simplement pas dans notre champ de responsabilité.

La sénatrice Duncan : Je comprends. Les sociétés de développement économique travaillent souvent avec l'industrie minière afin d'appuyer leurs initiatives, pour pouvoir bénéficier d'une certaine expertise. Cela vous permet peut-être d'évaluer vos programmes. Y a-t-il un genre d'échange d'expertise entre

any kind of loaning of expertise working with them? Again, as I said, I do not mean in a colonial manner.

Mr. Kennedy: I understand, senator. I completely agree with the need to not approach things in a colonial manner.

As the deputy minister, I would say we stand ready to be helpful in that regard. Whether it's a car battery facility or, indeed, some of these mining facilities, they are typically on provincial Crown land, so the way the processes typically work is that it's often the provincial ministry that takes the lead on duty to consult on some of those relationships. I'll be frank, we have not traditionally been in the front seat or the driver on that, but that does not indicate a lack of interest, if need be, to be at the table. Indeed, when federal authorities or lands are engaged, then we would be directly involved. Traditionally, we have not been a key player in that regard, just by virtue of the way the authorities and responsibilities are divided up.

Senator Duncan: Respectfully, I wasn't looking for you to be a key player. Where Canada has worked with an Indigenous community to set up an economic development corporation to work with them, that corporation is working with the mining industry. Are you loaning your expertise in helping in a familial way — "How can I help you today?" as opposed to, "Here's how you do it"?

Mr. Kennedy: I'll be frank, I don't know the answer to that question. It's possible we have. We typically work with large corporations, so often the work with local communities is led by the company. It's possible, but I just don't know. It's not something we regularly do.

The Chair: Thank you.

As we are wrapping up our study on business investment, I know Senator Deacon and Senator Marshall have some specific questions because we're on deadline on our report as well.

Senator C. Deacon: Thank you, witnesses.

I just want to go back to where 90% of the global value seems to be, which is intangible assets, and our focus, speed and intensity in responding to that global reality.

I'm concerned when I hear statements about the complacency of business because it sounds like blaming the customer. We have all these programs, and they're just not accessing them. We certainly have a lot of programs.

vous? Encore une fois, comme je le disais, je ne veux pas dire d'une manière colonialiste.

M. Kennedy : Je comprends, sénatrice. Je suis tout à fait d'accord avec la nécessité de ne pas adopter une approche colonialiste.

En tant que sous-ministre, je dirais que nous sommes prêts à faire notre part. Qu'il s'agisse d'une usine de batteries de voitures ou, en effet, d'installations minières, elles se trouvent généralement sur des terres de la Couronne provinciales, de sorte que bien souvent, le système est tel que c'est au ministère provincial qu'il incombe avant tout de consulter les parties sur ces relations. Pour être franc, je dirais que nous ne sommes habituellement pas aux commandes à ce chapitre, mais cela ne signifie pas que nous ne voulons pas être présents à la table de négociations, si besoin est. En effet, lorsque des autorités ou des terres fédérales sont touchées, nous sommes directement appelés à intervenir. Nous ne sommes généralement pas un acteur clé dans ce genre de situation, simplement en raison de la façon dont les pouvoirs et les responsabilités sont répartis.

La sénatrice Duncan : En toute déférence, je ne m'attends pas à ce que vous soyez un acteur clé. Lorsque le Canada collabore avec une communauté autochtone pour mettre sur pied une société de développement économique, cette société travaille avec l'industrie minière. Est-ce que vous leur prêtez votre expertise, de façon conviviale, du genre « comment puis-je vous aider aujourd'hui? », plutôt que « voici comment faire »?

M. Kennedy : Pour être honnête, je ne connais pas la réponse à cette question. Il est possible que nous le fassions. Nous travaillons généralement plutôt avec de grandes entreprises, et c'est souvent l'entreprise qui dirigera le travail avec les communautés locales. C'est possible, mais je ne le sais pas. Ce n'est pas quelque chose que nous faisons régulièrement.

La présidente : Merci.

Comme notre étude sur l'investissement des entreprises tire à sa fin, je sais que les sénateurs Deacon et Marshall ont des questions pointues à poser, parce que nous avons aussi une échéance pour le dépôt de notre rapport.

Le sénateur C. Deacon : Je remercie nos témoins.

J'aimerais revenir à ce qui semble représenter 90 % de la valeur mondiale, soit les actifs incorporels, ainsi qu'à la vigilance, à la rapidité et à l'intensité avec lesquelles nous réagissons à cette réalité mondiale.

Je n'aime pas ce que j'entends sur la complaisance des entreprises, parce que cela revient à blâmer le client. Nous avons toutes sortes de programmes, mais elles ne s'en prévalent pas. Nous avons bel et bien toute une panoplie de programmes.

Competition is not abstract. BERD may be, but competition is not. You invest to survive, and we have had a protective, oligopolistic approach to that. Now the competition review is completed, and it's now an internal process, not transparent, which is concerning.

With regard to privacy, we've been at the wrong end of the data vacuum. We have that legislation in place in the House, and we're hoping to move that along. We've heard a very concerning level of a lack of capacity in intellectual property management in this country. Yes, you've got programs, but there is an urgent issue there.

I really want to bring you back to the issue that 90% of the global value is intangible assets now, and we've got all these programs, but they're not getting traction, according to every witness we've had. Can you speak to the focus, the intensity and the speed you're applying to that gap? Or do you disagree with what we've heard?

Mr. Kennedy: I was very careful in my remarks — I hope I was very careful in my remarks. I was never and I certainly would never be one to suggest complacency. I was responding to a question about what accounts for the historic lack of investment in business R&D. There are certainly thoughtful people who have said that part of it is that the fundamental structure of the economy has maybe not created the incentives that would require that. It was not a comment on businesspeople. It was more a comment on the industrial structure and incentives.

Indeed, we have seen lots of Canadian businesses that have been stellar in that respect, and often it is those that are the most export-oriented and the most dynamic abroad. I personally think there's probably a link there. Their international success requires them to do that. I think it might be partly about economic structure and so on.

I'd be happy to circle back, because I know we have limited time, but I just want to assure senators that the data-driven, knowledge-driven and intangibles-driven economy is front and centre for us. It infuses all the work we do. We have been tightening up, would be the layperson's way to describe it, putting more and more focus on this in our direct subsidy programs and our work to support university R&D, for example, in our frontier programs such as on AI, where the second iteration of the program actually has a whole piece on commercialization where we want to use this in Canada.

La concurrence n'est pas un concept abstrait. Les dépenses en recherche et développement des entreprises semblent peut-être abstraites, mais la concurrence ne l'est pas. On investit pour survivre, et c'est souvent fait dans une perspective protectrice et oligopolistique. On analyse la concurrence, selon un processus interne, non transparent, et c'est préoccupant.

En ce qui concerne la protection de la vie privée, nous sommes depuis longtemps à la mauvaise extrémité du spectre du manque de données. La Chambre s'est dotée d'une loi en la matière, et nous espérons que cela fasse bouger les choses. On nous a parlé d'un manque très inquiétant de capacité de gestion de la propriété intellectuelle au pays. Certes, il existe des programmes, mais il y a urgence.

Je vous rappelle que 90 % de la valeur mondiale vient d'actifs incorporels. Nous avons beau avoir tous ces programmes, mais ils n'ont pas les effets escomptés, d'après tous les témoins que nous avons entendus. Pouvez-vous nous parler de la vigilance, de la rapidité et de l'intensité dont vous faites preuve pour combler cette lacune? Ou êtes-vous en désaccord avec ce que nous avons entendu?

Mr. Kennedy : J'ai été très prudent dans mes remarques, du moins je l'espère. Je n'ai jamais été et je ne serai sûrement jamais de ceux qui prétendent qu'elles font preuve de complaisance. Je répondais à une question sur les causes du perpétuel manque d'investissement dans la recherche et le développement par les entreprises. Il y a assurément des personnes très sages qui affirment que c'est en partie attribuable au fait que la structure fondamentale de l'économie ne peut-être pas créé les incitatifs qu'il faudrait. Ce n'était pas une critique des gens d'affaires. Il s'agissait plutôt d'un commentaire sur la structure industrielle et les incitatifs qui existent.

En effet, il y a beaucoup d'entreprises canadiennes qui se démarquent sur ce plan, et ce sont souvent celles qui sont les plus orientées vers l'exportation et les plus dynamiques à l'étranger. Je crois personnellement qu'il y a probablement un lien entre les deux. C'est essentiel pour réussir à l'international. Je pense qu'il s'agit en partie d'une question de structure économique.

Je serai heureux d'y revenir, parce que je sais que le temps est compté, mais je tiens à garantir aux sénateurs que l'économie axée sur les données, les connaissances et les actifs incorporels est au cœur de nos préoccupations. Elle imprègne tout notre travail. Nous avons relevé la barre, pour le dire simplement, en mettant de plus en plus l'accent sur cela dans nos programmes de subventions directes et le soutien à la R-D universitaire, notamment grâce à nos programmes exploratoires sur l'intelligence artificielle, dont la deuxième itération comporte tout un volet commercialisation, selon les endroits où nous voulons utiliser ces technologies au Canada.

Maybe as a bumper sticker, we're acutely aware that there has been enormous expenditure on R&D, in particular university R&D, and a lot of that has been harvested and used elsewhere. We don't want to continue that legacy. We want to change the curve. And we have a lot that's specifically focused on IP activity, which we would be happy to come back and talk to you about. It's a crosscut of all of the work we do. I appreciate there are critics who feel we need to do more or we're not moving fast enough, and that's totally fair. We have to try to respond to those concerns that people raise.

Senator C. Deacon: Overall, from what we've heard, the messages we've received, you wouldn't disagree with those — that this is an urgent issue, and we need to do a lot more a lot faster and a lot more focused?

Mr. Kennedy: I definitely think we need to do more to support the commercialization of intellectual property generated by Canadians in Canada and we need to do more to support growth-oriented Canadian companies that, in the vernacular, have a great idea and have the potential to scale it up and turn it into something world-leading, and they might need access to capital, mentorship or a better regulatory environment, but that is a focus of ours.

Minister Ng, for example, who is one of our ministers, has launched the Global Hypergrowth Project, which is designed to focus on high-growth-potential Canadian companies because, again, we know there are these great companies, but scaling them to be world leaders is something we think about quite a bit.

Under the Strategic Innovation Fund, for example, we have companies like AbCellera, which is amazing Canadian technology. We've been working with them. We have had multiple investments. Our fervent hope is it becomes a world-leading international, multinational pharmaceutical firm.

Senator Marshall: Senator Cardozo raised the issue of the Volkswagen factory. Is that funded under the Strategic Innovation Fund?

Mr. Kennedy: It has received funds under the Strategic Innovation Fund. Just to go back to this, there are basically two elements to the government support. One of them is support for the capital expenditure to build the facility. That is a traditional Strategic Innovation Fund support. The other is this contingent support I talked about, which is effectively an offset to mimic the support they would have received in the United States had they located their facility in the U.S.

Je précise que nous sommes tout à fait conscients que d'énormes dépenses ont été faites en R-D, particulièrement dans les universités, et qu'une grande partie de ces dépenses a été récupérée et utilisée ailleurs. Nous ne voulons pas poursuivre sur cette voie. Nous voulons changer de cap. Nous avons beaucoup d'activités spécialement axées sur la propriété intellectuelle dont nous serions heureux de revenir vous parler. Cela teinte tout le travail que nous effectuons. Je sais que certains de nos détracteurs estiment que nous devons en faire plus ou que nous n'avancons pas assez vite, et c'est tout à fait légitime. Nous devons essayer de répondre à ces préoccupations.

Le sénateur C. Deacon : Dans l'ensemble, d'après ce que nous avons entendu, d'après les messages que nous avons reçus, vous ne seriez pas en désaccord avec ceux qui disent qu'il s'agit d'une urgence et que nous devons en faire beaucoup plus, beaucoup plus vite et de façon beaucoup plus ciblée?

M. Kennedy : Il ne fait aucun doute que nous devons en faire plus pour favoriser la commercialisation de la propriété intellectuelle générée par les Canadiens au Canada et que nous devons en faire plus pour aider les entreprises canadiennes axées sur la croissance qui ont, à la base, une idée géniale, qui auraient le potentiel de la commercialiser à grande échelle et d'en faire un modèle dans le monde et qui pourraient avoir besoin de capitaux, de mentorat ou d'un meilleur environnement réglementaire, mais c'est justement dans notre œil de mire.

La ministre Ng, par exemple, qui est l'une de nos ministres responsables, vient de lancer le Projet pour l'hypercroissance mondiale, qui est conçu pour cibler les entreprises canadiennes à fort potentiel de croissance parce que, encore une fois, nous savons que nous avons des entreprises exceptionnelles, mais nous réfléchissons beaucoup à la façon de les propulser pour qu'elles deviennent des chefs de file mondiaux.

Le Fonds pour l'innovation stratégique nous permet de financer des entreprises comme AbCellera, qui a mis au point une technologie canadienne extraordinaire. Nous travaillons avec elle. Nous avons réalisé de nombreux investissements. Nous espérons vivement qu'elle deviendra une entreprise pharmaceutique internationale et multinationale de premier plan.

La sénatrice Marshall : Le sénateur Cardozo a parlé de l'usine de Volkswagen. Reçoit-elle de l'argent du Fonds pour l'innovation stratégique?

M. Kennedy : Elle a effectivement reçu du financement du Fonds pour l'innovation stratégique. À ce sujet, l'aide gouvernementale comporte essentiellement deux volets. Le premier vise les dépenses en immobilisations pour la construction des installations. Il s'agit d'une forme de soutien classique du Fonds pour l'innovation stratégique. Le deuxième propose un financement conditionnel, comme je l'ai déjà dit, qui vise en fait à reproduire le financement que l'entreprise aurait reçu aux États-Unis si elle avait choisi de s'y installer.

Maybe just to go back, the United States, through the Inflation Reduction Act, has put in place very generous supports for a range of clean technologies and is strongly incentivizing, effectively, businesses to establish in the U.S. The response in the case of Volkswagen was that Canada has provided a kind of measure that would allow that playing field to be levelled. In the recent budget — I know you're seeing Michael Sabia later — the government announced a series of tax credits in clean tech, which, in a sense, is a Canadian response to some of these pressures that have been created.

Senator Marshall: When would we expect to see the money flowing? You're talking about after, I don't know, batteries are produced. Is there money up front, or is that all at the tail end?

Mr. Kennedy: Generally, the government programs pay on receipt of goods, if you like. Even in the case of the SIF, you have to build the factory and then invoice us. In the case of the incentive for the batteries, the way it would work is the company has to manufacture the batteries and basically sell them, and, *ex post*, we would have confirmation that it happened, and they would receive payment for that.

Senator Ringette: In regard to investment in research, for many years we've been investing billions in research. Through our study, many of our witnesses have said that we need to find a way to have a form of ownership in that research because Canadians supply the funds to do that research, so Canadians should be able to benefit more from this research.

Are you thinking of a form of ownership in the research-granting program?

Mr. Kennedy: What I would say — and my colleague Mark Schaan might wish to add more — the government committed to doing a strategic review of our supports and policies in the area of intellectual property. It's a detailed review. We're three quarters of the way through that process, and we would be looking at all those sorts of things. I don't know whether Mark might want to weigh in a little more. We're doing a comprehensive review of all of our IP interventions right now. That was something the government had announced would be done.

Mr. Schaan: To add very quickly, right now, research in Canada that we fund at the federal level does have to have net benefit to Canadians and does need to be available to Canadians. One of the things we're looking at in the IP review is the format of those benefits and ensuring that we're maximizing the intellectual property value that is actually accrued.

Pour vous mettre en contexte, depuis que les États-Unis ont adopté l'*Inflation Reduction Act*, ils ont mis en place des programmes d'aide très généreux pour toutes sortes de technologies propres et incitent fortement les entreprises à s'établir aux États-Unis. Dans ce cas-ci, le Canada a réagi au moyen d'une mesure permettant d'offrir des conditions comparables. Dans le dernier budget — et je sais que vous entendrez Michael Sabia un peu plus tard —, le gouvernement a annoncé une série de crédits d'impôt pour les technologies propres, ce qui, dans un sens, est une réponse canadienne aux pressions qui ont été créées.

La sénatrice Marshall : Quand pouvons-nous nous attendre à ce que cet argent soit versé? Vous parlez d'après, je ne sais pas, la production de batteries. Est-ce qu'il y a de l'argent qui lui est versé dès le départ, ou est-ce seulement à la toute fin?

M. Kennedy : En général, les programmes gouvernementaux prévoient un paiement à la réception de la marchandise, si l'on veut. Même dans le cadre du Fonds pour l'innovation stratégique, l'entreprise doit construire l'usine, puis nous envoyer ses factures. Dans le cas de l'incitatif à la production de batteries, l'entreprise doit fabriquer des batteries et les vendre, et après, quand nous aurons la confirmation que cela fonctionne, elle recevra le paiement promis.

La sénatrice Ringette : En ce qui concerne l'investissement dans la recherche, nous investissons depuis des années des milliards dans la recherche. Dans le cadre de notre étude, bon nombre des témoins ont dit qu'il fallait trouver un moyen d'avoir une forme de propriété des fruits de la recherche, parce que ce sont les Canadiens qui paient pour ces recherches, de sorte qu'ils devraient être en mesure d'en profiter davantage.

Envisagez-vous une quelconque forme de propriété dans le programme de subvention de la recherche?

M. Kennedy : Je vous dirais — et mon collègue Mark Schaan voudra peut-être ajouter quelque chose — que le gouvernement s'est engagé à procéder à l'examen stratégique de ses mesures d'aide et de ses politiques en matière de propriété intellectuelle. Il s'agit d'un examen détaillé. Nous en sommes aux trois quarts, et nous évaluons tous ces éléments. Je ne sais pas si M. Schaan voudrait en dire un peu plus. Nous procédons actuellement à un examen approfondi de toutes nos interventions en matière de propriété intellectuelle. C'est une chose que le gouvernement avait annoncée.

M. Schaan : Pour ajouter une petite chose, très rapidement, à l'heure actuelle, la recherche que le gouvernement fédéral finance au Canada doit procurer un avantage net aux Canadiens et leur être accessible. L'une des choses auxquelles nous portons attention dans cet examen de la propriété intellectuelle, c'est la façon dont nous en tirons avantage et dont nous pouvons nous assurer de tirer le maximum de valeur de la propriété intellectuelle réellement accumulée.

Senator Ringuette: Would you include this committee in your review in regard to looking forward for comments?

Mr. Schaan: In terms of your report?

Senator Ringuette: No. It could be outside of our report, but —

The Chair: Yes, we'll be sending you a copy. Don't worry about that, for sure.

Senator Marwah: Mr. Kennedy, you made a comment that I agree with, which is a lot of our companies that have been successful have pursued foreign markets. I agree with that. What baffles me time and time again is that notwithstanding the numerous free trade agreements, leaving aside the USMCA, but the other ones, whether it's CETA, CPTPP or many others, our exports significantly lag our imports. Why is that? That is going by the last numbers that I looked at, and the numbers may have changed. I hope they've changed, reversing that trend. Why is that? What are the impediments? Is Canadian business too risk-averse? What is it that results in that outcome?

Mr. Kennedy: I'm not sure that I can give a wise answer to that. I can ratify the senator's observations.

I was deputy minister of trade many years ago and was responsible, working with Steve Verheul and others, for negotiation of the Canada-EU Trade Agreement and so on. Many of us remarked that Canada does have all of these trade links with all of these other jurisdictions — the only G7 country that has free trade agreements in Asia, Europe, in North America, really remarkable — but the majority of our exporters continue to go to one market, and that has been a difficult figure to move substantially. It may be worth talking to our Trade Commissioner Service, if you have the time, or to the deputy of trade.

The Chair: Yes. Thank you all very much: Simon Kennedy, Deputy Minister of Innovation, Science and Economic Development Canada; Charles Vincent, Assistant Deputy Minister of Small Business and Marketplace Services Sector at ISED; and Mark Schaan, Senior Assistant Deputy Minister of the Strategy and Innovation Policy Sector at ISED. We appreciate your comments as we hone in on our report.

For our second panel, we have the pleasure of welcoming with us in person Michael Sabia, Deputy Minister at the Department of Finance. He is accompanied today by Rhys Mendes, Assistant

La sénatrice Ringuette : Est-ce que vous comptez inclure les travaux de notre comité et les observations recueillies à votre examen?

M. Schaan : Vous voulez dire votre rapport?

La sénatrice Ringuette : Non, ce pourrait être autre chose que le contenu de notre rapport, mais...

La présidente : Oui, nous vous en enverrons une copie, c'est certain. Ne vous inquiétez pas.

Le sénateur Marwah : Monsieur Kennedy, vous avez fait un commentaire avec lequel je suis d'accord, à savoir que beaucoup de nos entreprises qui ont du succès misent sur les marchés étrangers. Je suis d'accord avec cela. Ce qui me déconcerte encore et encore, c'est que malgré les nombreux accords de libre-échange que nous avons, outre l'ACEUM, qu'on pense à l'AECG, au PTPGP ou à tous les autres, nos exportations demeurent nettement inférieures à nos importations. Comment cela se fait-il? C'est ce qu'indiquent les derniers chiffres que j'ai consultés, et il se peut qu'ils aient changé. J'espère qu'ils ont changé et que la tendance s'est inversée. Comment cela se fait-il? Quels sont les obstacles? Les entreprises canadiennes hésitent-elles trop à prendre des risques? À quoi est attribuable cet état de fait?

M. Kennedy : Je ne suis pas sûr de pouvoir donner une réponse éclairée à cette question. Je peux confirmer les observations du sénateur.

J'ai été sous-ministre du commerce il y a de nombreuses années et j'étais alors responsable, en collaboration avec Steve Verheul et d'autres, de la négociation de l'accord commercial entre le Canada et l'Union européenne, entre autres choses. Beaucoup d'entre nous avaient remarqué que le Canada a des liens commerciaux avec plein d'autres pays — c'est le seul pays du G7 à avoir des accords de libre-échange en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, ce qui est vraiment remarquable —, mais que la majorité de nos exportateurs continuent de miser sur un seul et même marché, ce qui est difficile à changer véritablement. Il vaudrait peut-être la peine que vous en parliez avec les gens de notre service des délégués commerciaux, si vous en avez le temps, ou avec le sous-ministre du commerce.

La présidente : Oui. Merci beaucoup à tous : Simon Kennedy, sous-ministre d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Charles Vincent, sous-ministre adjoint du Secteur des services axés sur le marché et la petite entreprise d'ISDE; Mark Schaan, sous-ministre adjoint principal du Secteur des stratégies et des politiques d'innovation d'ISDE. Nous vous remercions de vos témoignages pour nous aider dans la rédaction de notre rapport.

Pour la deuxième heure, nous avons le plaisir d'accueillir en personne Michael Sabia, sous-ministre au ministère des Finances. Il est accompagné aujourd'hui de Rhys Mendes,

Deputy Minister of the Economic Policy Branch at the Department of Finance. We appreciate you being here.

Mr. Sabia has decided not to give any opening remarks so that we can all leap into our questions at this point. I will take the chair's advantage here.

As you know, we have been doing a report on business investment and lack thereof in this country and some of the issues surrounding that. I would like to start out with the part of the problem with the subsidy approach that we have seen in all these departmental programs.

I'll just quote James Hinton, who was here a few days ago. He is an intellectual property lawyer with Own Innovation. He said:

You can't just fund your way into economic prosperity. . . . In clean technology, we own less than 1% of the global intellectual property. So unless you . . . intentionally ensure that Canadian-owned IP and data assets are part of the . . . value chain, you are initiating a generational wealth transfer out of the country

Mr. Sabia, could you give us your thoughts on that? Thank you.

Michael Sabia, Deputy Minister, Department of Finance Canada: First, Madam Chair, on behalf of Rhys and myself, let me say thank you for the invitation to be here today.

I'm not sure where to begin in answering your question. Maybe I'll start here: In the Department of Finance, we're very focused on these issues about business investment and levels of business investment in the country going forward. This is a very complex problem and it doesn't have silver-bullet solutions. This is about bringing a range of government efforts together to try to tackle the problem, which, as I say, has been with us for a long time, but, frankly, in the near term it's gotten worse.

Yes, IP is part of it, but IP is only part of it. In terms of your work — it will be an impertinent comment, so I apologize — I think you need to be very broad in your thinking about this.

Improving IP in Canada, there are things that the government has done starting in 2018 and elsewhere, which we can talk about if you like, to get at that problem. That's part of it, but it's only part of it. Canada's problem around some of this stuff is not that we're not good at creating and inventing. We're actually quite good at creating and inventing. What we're not good at are

sous-ministre adjoint à la Direction de la politique économique du ministère des Finances. Nous vous remercions de votre présence.

M. Sabia a décidé de ne pas faire de déclaration préliminaire afin que nous puissions tous poser nos questions dès maintenant. Je profiterai donc de mon rôle privilégié de présidente.

Comme vous le savez, nous travaillons à la préparation d'un rapport sur l'investissement des entreprises, le manque d'investissement au pays et les questions connexes. Je voudrais aborder d'abord le problème de l'approche des subventions qui se répète dans tous les programmes ministériels.

Je citerai James Hinton, qui a comparu ici il y a quelques jours. Me Hinton est juriste en propriété intellectuelle chez Own Innovation. Voici ce qu'il a dit :

On ne peut pas se contenter de financer la prospérité économique. ... dans le domaine des technologies propres, nous possédons moins de 1 % de la propriété intellectuelle mondiale. Par conséquent, à moins... de veiller intentionnellement à ce que les actifs de propriété intellectuelle et de données appartenant à des Canadiens fassent partie de la chaîne de valeur... vous amorcez un transfert de richesse générationnel en dehors du pays...

Monsieur Sabia, pourriez-vous nous faire part de vos réflexions à ce sujet? Je vous remercie.

Michael Sabia, sous-ministre, ministère des Finances Canada : Tout d'abord, madame la présidente, permettez-moi de vous remercier, en mon nom propre et au nom de M. Mendes, de nous avoir invités ici aujourd'hui.

Je ne sais pas trop par où commencer pour répondre à votre question. Je peux peut-être commencer par ceci : au ministère des Finances, nous sommes très attentifs aux questions entourant l'investissement des entreprises et les niveaux futurs d'investissement des entreprises au Canada. Il s'agit d'un problème très complexe, auquel il n'y a pas de solution miracle. Il faudra multiplier les efforts gouvernementaux pour tenter de résoudre ce problème qui, comme je l'ai dit, remonte à longtemps, mais qui, franchement, s'est aggravé depuis peu.

Oui, la propriété intellectuelle fait partie de la problématique, mais ce n'en est qu'une partie. En ce qui concerne votre travail — mon commentaire est un peu impertinent, je m'en excuse —, je pense que vous devez adopter une perspective très large de la question.

Le gouvernement prend des mesures pour améliorer la propriété intellectuelle et d'autres choses au Canada depuis 2018, afin de s'attaquer à ce problème, et nous pouvons vous en parler si vous le souhaitez. C'est une partie du problème, mais ce n'en est qu'une partie. Le problème du Canada dans ce domaine n'est pas qu'il n'est pas doué pour créer et inventer des choses.

the linkages between the creation and invention process and, say, the innovation process. There just seem to be gaps there that diminish the capacity of our economic system to translate what is world-class invention capability into world-class innovation capability. That's a huge problem for the country.

We can talk about a lot of different ways of trying to fix that, some of which I can talk about wearing my current hat at the Department of Finance or my previous hat at the Caisse de dépôt, where we did a bunch of stuff around that. It's a very complicated problem, but to synthesize my answer, IP is a part of it, but IP is only a part of it.

If you want to unpack some other stuff on IP, I'm happy to do that.

The Chair: I agree. We will have a broad range of questions, but we're about to wrap up our report on that issue. We are putting it in a larger context, but we're trying to focus on some key things that we hope can be changed.

Senator C. Deacon: Thank you, Deputy Minister Sabia and Mr. Mendes, for being here. I want to pick up from exactly what you started to say. There is no silver bullet here, and we're looking at a range of issues, for sure.

One of them I want to ask about is competition and competition policy. I want to commend the Department of Finance for running an exceptional open banking consultation process that has built a lot of agreement. It's probably set a new standard in how consultation can occur. It's open, it's transparent, it's detailed.

Mr. Sabia: Often we're accused of setting standards in the other direction.

Senator C. Deacon: I commend your work in that regard.

It seems to have fallen silent as an issue, but it's an area where Boston Consulting Group just talked about the sixfold growth that's going to be seen in financial technologies. We have certainly seen an awful lot of evidence around how it enables Canadians who are marginalized to improve their credit scores, to improve access to affordable services and dramatically cut the cost of interchange fees for small business. We're paying six- or sevenfold what we would be paying in other parts of the world that are comparable with us.

En fait, nous sommes plutôt doués en création et en invention. En revanche, nous avons du mal à faire les liens nécessaires entre le processus de création et d'invention et, disons, le processus d'innovation. Il semble y avoir là des lacunes qui empêchent notre système économique de bien traduire notre capacité d'invention de calibre mondial en une capacité d'innovation de calibre mondial. C'est un énorme problème dans ce pays.

Il y a un grand nombre de façons différentes d'essayer de résoudre ce problème, dont je pourrais vous parler de la perspective de mes fonctions actuelles au ministère des Finances ou de celle de mes fonctions précédentes à la Caisse de dépôt, où nous faisions un certain nombre de choses à ce chapitre. C'est un problème très complexe, mais pour résumer, la propriété intellectuelle fait partie de la problématique, mais ce n'en est qu'une partie.

Si vous souhaitez creuser d'autres aspects de la propriété intellectuelle, je serai ravi de le faire.

La présidente : Oui. Nous aurons toutes sortes de questions, mais nous sommes sur le point de terminer notre rapport sur ce sujet. Nous plaçons cela dans un contexte plus large, mais nous essayons de nous concentrer sur certains éléments clés qui, nous l'espérons, peuvent être changés.

Le sénateur C. Deacon : Monsieur Sabia, monsieur Mendes, je vous remercie de votre présence. Je veux reprendre exactement ce que vous avez commencé à dire. Il n'y a pas de solution miracle. Il est certain que nous examinons toute une série de questions.

Je m'interroge notamment sur la question de la concurrence et de la politique de concurrence. Je tiens à féliciter le ministère des Finances d'avoir mené un processus de consultation exceptionnel sur le système bancaire ouvert, qui a permis de dégager un large consensus. Ce processus a probablement établi une nouvelle norme en matière de consultation. C'est ouvert, c'est transparent, c'est détaillé.

M. Sabia : On nous reproche souvent de fixer des normes dans l'autre sens.

Le sénateur C. Deacon : Je salue votre travail à cet égard.

Il semble qu'on soit devenu silencieux sur la question, mais le Boston Consulting Group vient de parler d'une croissance multipliée par six dans le domaine des technologies financières à cet égard. Beaucoup d'éléments nous montrent certainement que cela permet aux Canadiens marginalisés d'améliorer leur cote de crédit, que cela permet d'améliorer l'accès à des services abordables et de réduire considérablement le coût des frais d'interchange pour les petites entreprises. Nous payons six ou sept fois plus que ce que nous paierions dans d'autres régions comparables à la nôtre dans le monde.

Where do things stand with open banking? It seems to fit with so many different government priorities, but it seems to constantly hit these periods of extreme waiting after every burst of progress.

Mr. Sabia: From our point of view within the department, there is a process of technological change that's going on that is substantially remaking the world of financial institutions, and that has to do with fintech and more sophisticated technology, which we can discuss if you would like.

Both ministers in the department are seized of this issue because there are millions of Canadians who are basically doing screen scraping and using that as a basis for changing their banking arrangements, et cetera. That's not a secure way for those Canadians. What that shows and tells you is there is a demand out there to have greater flexibility with respect to how data is managed and how data is moved around. That's on the one hand, and I think government policy is going to have to address that.

And I think recently we have seen yet more examples of this in the current turbulence we're seeing in financial markets.

The flip side, and the reason it's a complex issue, is the resilience, the stability of Canada's financial system, which is a bedrock characteristic of how our economic system works. If you compare how we have navigated the last number of months in an environment where there has been a lot of turbulence, whether in the European market or the American market, the stability of our institutions is a really important competitive advantage for Canada.

Open banking and finding the right path to open banking are really about trying to find a path that accomplishes both of these things: that continues to open up the system, that provides consumers with more choice, that helps deal with costs, et cetera, and that makes the system more competitive, which is a good thing — all on the one hand — but on the other hand, we also have to make sure that we do it in a way that we don't diminish the stability of our system, which I would say is becoming increasingly important and an increasingly important differentiator for Canada in the world.

That is maybe a roundabout answer to your question, but from a policy point of view, we need to think about how we balance these things and find the right path through.

Senator C. Deacon: I hear, though, that there is not prudential regulation required with the financial technology companies; it's giving their consumers secure control of their

Où en est-on avec le système bancaire ouvert? Il semble cadrer avec tant de priorités gouvernementales différentes, mais il semble y avoir constamment de très longues périodes d'attente après chaque avancée.

M. Sabia : De notre point de vue au ministère, un processus de changement technologique est en train de remodeler substantiellement le monde des institutions financières, ce qui a à voir avec les entreprises de technologie financière et une technologie de pointe, dont nous pouvons discuter si vous le souhaitez.

Les deux ministres sont saisis de cette question parce que des millions de Canadiens utilisent essentiellement le grattage d'écran et s'en servent pour changer leurs arrangements bancaires, et cetera. Ce n'est pas un moyen sûr pour ces Canadiens. Cela montre qu'on demande une plus grande souplesse quant à la gestion et à la circulation des données. D'une part, je pense que la politique gouvernementale va devoir s'y attaquer.

Et je pense que nous avons vu d'autres exemples sur ce plan récemment vu la turbulence que nous observons actuellement sur les marchés financiers.

En revanche, et c'est la raison pour laquelle la question est complexe, le système financier canadien est résilient et stable, une caractéristique fondamentale du fonctionnement de notre système économique. Si l'on compare la façon dont nous nous sommes orientés ces derniers mois dans un environnement qui connaît énormément de turbulence, que ce soit sur le marché européen ou sur le marché américain, la stabilité de nos institutions est un avantage concurrentiel très important pour le Canada.

Quand on parle du système bancaire ouvert et de la recherche de la bonne voie à suivre vers un système bancaire ouvert, il s'agit vraiment d'essayer de trouver une voie qui permet d'accomplir deux choses. D'une part, il s'agit de continuer à ouvrir le système, d'offrir plus de choix aux consommateurs, d'aider à gérer les coûts, et cetera, et de rendre le système plus compétitif, ce qui est une bonne chose. D'autre part, nous devons aussi nous assurer que nous le faisons de manière à ne pas porter atteinte à la stabilité de notre système, ce qui, je dirais, devient de plus en plus important et constitue un facteur de différenciation de plus en plus important pour le Canada dans le monde.

Je réponds peut-être à votre question de façon indirecte, mais du point de vue des politiques, nous devons réfléchir à la manière d'atteindre un équilibre entre ces éléments et trouver la bonne voie.

Le sénateur C. Deacon : On dit cependant que pour les entreprises de technologie financière, on n'a pas besoin de règle de prudence, qu'elles offrent à leurs consommateurs un contrôle

data. How could that be an impediment? Because prudential regulations are entirely separate. Consumers need to have secure control over their data and make sure that who they are giving it to is a secure recipient of the data, but this isn't about prudential regulation. The problem we have right now in financial institutions internationally is a prudential regulation problem; it's not a data-sharing problem.

Mr. Sabia: That's a fair point, but I think that data sharing and how that's done and the stability — look at what's happened in the United States recently with respect to regional banks and the issues associated with, in effect, the flight of deposits and how that has contributed quite centrally to the instability that we have seen among U.S. regional banks.

Again, I don't want you to misinterpret me. I'm not saying that I think or we think — and certainly the two ministers think — that there is a problem with open banking; not at all. I think, in concept, everybody is there. The question is finding ways to make sure that we do it in a way that we don't destabilize, particularly on the deposit side of the ledger — but there are other aspects of this — the institutions where those deposits matter a lot in terms of the overall balance within a financial institution.

Again, we're supportive, and I think you will see in the coming weeks and months further action on the part of the government to make this happen. You asked about pauses — we actually don't think about it as a pause. We actually have been pretty busy with a lot of different things, but you can only get so much done in a week's time. We're working on this, and you will see progress on this, and I think you'll be satisfied with the progress that you see.

Senator C. Deacon: Thank you very much.

[*Translation*]

Senator Gignac: Welcome, Mr. Sabia and Mr. Mendes. This is the first time, as a senator, that I've had the chance to see Mr. Sabia as a witness. I'd like to take a few seconds to highlight your devotion and public engagement. In a previous life, I had the chance to interact with you when you were president of the Caisse de dépôt et placement du Québec and I was Minister of Economic Development. I know your abilities and I think Canadians are very lucky to have you.

I want to talk about funding. In the 2022 budget, we heard about the Canada Growth Fund, which was a new innovative tool to deploy technology and accelerate Canada's energy transition.

sûr de leurs données. En quoi cela peut-il constituer une entrave? Les règles de prudence, c'est quelque chose de totalement distinct. Les consommateurs doivent pouvoir contrôler leurs données en toute sécurité et s'assurer que la personne à qui ils les transmettent est un destinataire sûr, mais il n'est pas question ici de règles de prudence. Le problème que nous rencontrons actuellement dans les institutions financières internationales est lié aux règles de prudence. Ce n'est pas un problème lié à la communication des données.

M. Sabia : C'est juste, mais je pense que la communication des données et la manière dont c'est fait, ainsi que la stabilité... Prenez ce qui s'est passé récemment aux États-Unis dans les banques régionales et les problèmes liés, en fait, à la fuite des dépôts et le rôle central que cela a joué dans l'instabilité que nous avons observée dans les banques américaines.

Encore une fois, je ne veux pas qu'on me comprenne mal. Je ne dis pas que je pense ou que nous pensons — et certainement pas que les deux ministres pensent — que le système bancaire ouvert pose problème. Pas du tout. Je pense qu'en principe, tout le monde en est là. C'est que nous devons trouver des moyens de veiller à ce que nous procédions de manière à ne pas déstabiliser, en particulier lorsqu'il s'agit des dépôts — mais il y a aussi d'autres aspects —, les institutions financières dans lesquelles ces dépôts comptent beaucoup pour maintenir leur équilibre global.

Encore une fois, nous y sommes favorables et je pense que, dans les semaines et les mois à venir, vous verrez que le gouvernement prend des mesures supplémentaires pour que cela se concrétise. Vous avez posé une question sur les pauses — en fait, nous ne voyons pas cela comme une pause. Nous avons travaillé à beaucoup de choses différentes, mais on ne peut pas faire grand-chose en une semaine. Nous y travaillons, vous verrez des progrès et je pense que vous en serez satisfaits.

Le sénateur C. Deacon : Merci beaucoup.

[*Français*]

Le sénateur Gignac : Bienvenue messieurs Sabia et Mendes. C'est la première fois, à titre de sénateur, que j'ai la chance de voir M. Sabia comme témoin. J'aimerais prendre quelques secondes pour saluer votre dévouement et votre engagement public. J'ai eu la chance, dans une vie antérieure, lorsque vous étiez président de la Caisse de dépôt et placement du Québec et que j'étais ministre du Développement économique, d'interagir avec vous. Je connais vos capacités et je pense que les Canadiens sont très chanceux de vous avoir.

Je veux parler de financement. Dans le budget de 2022, on parlait du Fonds de croissance du Canada, qui était un nouvel outil novateur pour déployer les technologies et accélérer la transition énergétique au Canada.

Can you tell us a little about it? My follow-up question is this: Why, instead of being a different organization, is it suddenly under the responsibility of PSP Investments, and what does that mean? Will we have transparency and accountability afterwards?

Mr. Sabia: We decided to create the fund because it's part of a broader strategy to accelerate the transition towards a low carbon economy. In the budget, we made an announcement and included a picture, a pyramid with levels, including a price on carbon, on pollution. It's part of the structure's key components. We've now added another level, which includes very important tax credits. We've allocated about \$80 billion over 10 years to accelerate progress.

On another level, we created a growth fund. The reason we created the fund was to have access to capital for making potentially riskier investments to develop new technologies.

Senator Gignac, given our history, I thoroughly understand your concerns about Canada's retirement funds and their investments in Canada, the exception being the Caisse de dépôt et placement du Québec. We've done very good work there, but that's another matter.

I understand your perspective. It's another way for us to make these investments. Due to of the nature of the investments, they're not front and centre for Canada's retirement funds. Creating the fund gives us another tool to accelerate things. Furthermore, the fund will allow us to do other things.

As for why PSP Investments was chosen, that's a good question. We talked a lot about it. In the end, the reason we chose an institution like PSP Investments — in fact, I think there's two key reasons — was that, above all, the fund had a significant amount of expertise. It's very difficult to hire people and build a similar organization to manage growth funds. So, we asked ourselves: Why not use the existing pool of talent, which operates at a very high level and is world class, to make and guide these investments? That's one point.

The second point is that because of significant links between the two, we learned certain lessons. The government decided to create a new entity when it created the Canada Infrastructure Bank. However, creating that organization took a lot of time. We lost a lot of time.

Pouvez-vous nous en parler un peu? Ma sous-question serait la suivante : pourquoi, tout à coup, au lieu d'être un organisme différent, sera-t-il sous l'égide d'Investissements PSP et qu'est-ce que cela signifie? Aurons-nous accès à la transparence et à la reddition de comptes par la suite?

M. Sabia : La raison pour laquelle nous avons décidé de créer ce fonds est que cela fait partie d'une plus grande stratégie pour accélérer la transition vers une économie sobre en carbone. Dans le budget, nous avons annoncé et nous avons présenté une image, une pyramide comprenant des étages — donc un prix sur le carbone, la pollution —, et cela fait partie d'un élément fondamental de cette structure. Nous avons également, maintenant, ajouté un autre étage qui représente des crédits d'impôt très importants. Nous avons alloué environ 80 milliards de dollars d'ici 10 ans pour accélérer le progrès.

À un autre niveau, nous avons créé un fonds de croissance, et la raison pour laquelle nous avons créé ce fonds est d'avoir un accès au capital pour faire des investissements potentiellement plus risqués pour le développement des nouvelles technologies.

Sénateur Gignac, étant donné notre histoire, je comprends bien votre préoccupation au sujet des caisses de retraite au Canada et de leurs investissements au Canada — sauf pour la Caisse de dépôt et placement du Québec, parce que nous avons fait un très bon travail à cet égard, mais c'est là un autre sujet.

Je comprends votre perspective. C'est une autre façon pour nous de faire ces investissements parce qu'en raison de la nature de ces investissements, ils ne sont pas au centre de l'écran pour les caisses de retraite au Canada. La création de ce fonds nous donne donc un autre instrument pour accélérer les choses. Également, il y aura d'autres choses que le fonds permettra de faire.

Quant à la question à savoir pourquoi la société Investissements PSP, c'est une bonne question et nous en avons beaucoup discuté. Finalement, la raison pour laquelle nous avons choisi une institution comme Investissements PSP — et en fait il existe deux raisons essentielles, selon moi — est d'abord et avant tout que ce fonds a beaucoup d'expertise. La tâche d'embaucher des gens et de bâtir une telle organisation pour gérer le fonds de croissance est très difficile. On pose donc notre question : pourquoi ne pas utiliser le bassin de talents qui existe, qui fonctionne à très haut niveau, qui est de calibre mondial, pour faire et pour guider ces investissements? Voilà un point.

Le deuxième point est le suivant : en raison des liens importants entre les deux, nous avons appris certaines leçons, parce que lors de la création de la Banque de l'infrastructure du Canada, le gouvernement a décidé de créer une nouvelle organisation. Toutefois, la création de cette organisation a exigé beaucoup de temps; nous avons perdu beaucoup de temps.

This time, our objective always exists in a context of acceleration. That's another reason why we chose an existing institution. PSP Investments is now creating a separate division, because the nature of the investments is completely different compared to investments made by a retirement fund.

The goal is to have our cake and eat it too. We want to benefit from PSP's expertise and create an institution under its supervision dedicated to another investment strategy. We want to do it very quickly, because frankly, we don't have a lot of time when it comes to transitioning towards a low-carbon economy.

Senator Gignac: I'll stop you there, because I don't want to infringe too much on my colleagues' time. If we need to, we'll come back to governance during the second round. Thank you very much, Mr. Sabia.

[English]

The Chair: I will just remind everybody that we need both questions and answers to be a little shorter.

Senator Loffreda: Thank you for being here and welcome.

Many businesses will be changing hands in the next decade, and keeping these businesses in Canada is key in improving domestic business investment. You did mention we must take a broad approach and there is no silver bullet in improving domestic business investment. Increasing the return of labour will, undoubtedly, also improve our economy and promote the domestic business investment.

The employee ownership trust would result in an exceptional contribution to meeting the aforementioned objectives. Can we hope for improvements in legislating this important incentive in the near future? I know it has been addressed, but with respect to the current legislation, many experts feel it is inadequate. Four quick points: It has missed its social purpose — closing the gap between the return on labour and the return on capital — it makes the adoption reliant on the owner's goodwill and charity instead of incentives; it restricts qualification of businesses to those with 90% of their assets in Canada, where many of our businesses are exporters and would not be eligible and are disqualified by this restriction; and finally, it creates a non-traditional politicized corporate government structure. Employee ownership trusts are intended to be a form of employee ownership that maintains a traditional corporate governance model. Thank you.

Cette fois-ci, notre objectif réside toujours dans un contexte d'accélération. C'est une autre raison pour laquelle nous avons choisi une institution qui existe actuellement. Maintenant, la société Investissements PSP est en train de créer une division qui est distincte, parce que la nature de ces investissements est tout à fait différente par rapport aux investissements faits par une caisse de retraite.

L'objectif est d'avoir le beurre et l'argent du beurre, de profiter de l'expertise, de créer une institution sous l'égide de PSP consacré à une autre stratégie d'investissement, de le faire de façon très rapide, parce que, franchement, nous n'avons pas beaucoup de temps sur le plan de la transition vers une économie sobre en carbone.

Le sénateur Gignac : Je vous interromps, parce que je ne voudrais pas empiéter trop sur le temps de mes collègues. Au besoin, lors de la deuxième ronde, nous reviendrons sur la gouvernance. Merci beaucoup, monsieur Sabia.

[Traduction]

La présidente : Je rappelle seulement à tout le monde que les questions et les réponses doivent être un peu plus courtes.

Le sénateur Loffreda : Je vous remercie de votre présence et je vous souhaite la bienvenue.

De nombreuses entreprises vont changer de propriétaire au cours de la prochaine décennie et il est essentiel qu'elles restent au Canada pour améliorer les investissements d'entreprise au pays. Vous avez mentionné que nous devons adopter une approche globale et qu'il n'y a pas de solution miracle pour améliorer les choses sur le plan des investissements d'entreprise faits au Canada. Nul doute que l'augmentation du rendement du travail renforcera sans aucun doute notre économie et favorisera les investissements d'entreprise au Canada.

La fiducie collective des employés contribuerait de façon exceptionnelle à la réalisation des objectifs mentionnés précédemment. Pouvons-nous espérer que des améliorations seront apportées prochainement dans le cadre d'un projet de loi sur cet important incitatif? Je sais que la question a été abordée, mais de nombreux spécialistes estiment que les dispositions législatives actuelles ne conviennent pas. Je vais soulever rapidement quatre points : elles ne permettent pas d'atteindre l'objectif social — combler l'écart entre le rendement du travail et le rendement du capital — elles font en sorte que l'adoption de cela dépend de la bonne volonté du propriétaire plutôt que d'incitatifs; elles font en sorte que les seules entreprises admissibles sont celles qui ont 90 % de leurs actifs au Canada, alors que bon nombre de nos entreprises sont exportatrices et ne seraient pas admissibles en raison de cette restriction; et enfin, elles créent une structure de gouvernance d'entreprise non traditionnelle et politisée. Les fiducies collectives des employés sont censées être une forme de propriété collective qui conserve un modèle traditionnel de gouvernance d'entreprise. Merci.

Mr. Sabia: Senator, as you know, I would describe it as we have begun to move this along. In the past, there have been some impediments in Canada to the creation of employee ownership or fostering the whole notion of employee ownership. On the positive side of this, we're very supportive of this, and it is an option for some businesses and some entrepreneurs who got to a stage where they want to pass on their business one way or another. We're supportive of the concept of this.

From your answer, you are clearly not sold that we have delivered the whole loaf. In fact, it sounds like we have delivered a slice or two, in your mind. I think we have actually delivered a little more than that. But, look, it's a first step.

Senator, you made a point about not providing incentives. For now, at least, we want to see what happens with the changes that we have introduced and whether or not those lead us to the kind of opening the doors and encouraging more of this kind of thing in the country.

If not, we'll have to learn and make adjustments. But on the issue of incentives, we're also conscious of the fiscal issues associated with putting more money behind more tax incentives. We have adopted a different approach, which is not to provide tax-based incentives for doing this — again, we have always got things to learn — because we don't think that's the core of the issue. But we'll see in the coming years, as the legislation hopefully gets approved and we move forward with this, what kind of benefits it delivers.

Senator Loffreda: Just a quick follow-up: Where it has worked globally, it is because of the tax incentives. It's only a tax deferral we're looking at because there are capital gains exemptions for Canadian-controlled private corporations, as you know. So there isn't a lack of taxes coming in if it is adopted. It's a tax deferral because when the employees sell shares, they will be taxed. So it's something to look at where it has worked around the world, other models, and the take-up is huge when the tax incentives come in. I wanted to add that and put it on the record.

The Chair: Thank you.

Senator Cardozo: My question is regarding the current climate for business investing. It's a two-part question. Is a high-inflation, high-interest-rate era good for business investment? Second, in terms of inflation, what do you think about price controls? We have many price controls in place around things like rent, tuition fees, insurance and other areas. Would targeted price controls for those aspects of inflation

M. Sabia : Sénateur, comme vous le savez, je dirais que nous avons commencé à faire avancer les choses. Dans le passé, il y a eu au Canada des obstacles à la création d'une forme d'actionnariat des employés ou à la promotion de la notion même d'actionnariat des employés. L'aspect positif, c'est que nous sommes très favorables à cette idée, et c'est une option pour certaines entreprises et certains entrepreneurs qui sont arrivés à un stade où ils veulent transférer leur entreprise d'une manière ou d'une autre. Nous soutenons ce concept.

D'après vos propos, vous n'êtes manifestement pas convaincu que nous avons livré toute la marchandise. En fait, vous avez l'impression que nous n'en avons livré qu'une partie. Je pense que nous en avons fait un peu plus que cela. Mais c'est un premier pas.

Sénateur, vous avez dit qu'il manquait d'incitatifs. Pour l'instant, du moins, nous voulons voir ce qui se passe avec les changements que nous avons apportés et si, oui ou non, ils nous amèneront à ouvrir la voie et à encourager davantage le recours à ce genre de choses au pays.

Si ce n'est pas le cas, nous devrons en tirer des leçons et faire des ajustements. En ce qui concerne les incitatifs, nous sommes également conscients des questions financières qui sont liées à la mise en place d'incitatifs fiscaux supplémentaires. Nous avons adopté une approche différente, qui ne consiste pas à offrir des incitatifs fiscaux pour cela — encore une fois, nous avons toujours des choses à apprendre — parce que nous ne pensons pas que ce soit l'aspect le plus important. Toutefois, nous verrons dans les années à venir, une fois que les mesures législatives seront, nous l'espérons, approuvées et que nous irons de l'avant, quels types d'avantages cela procurera.

Le sénateur Loffreda : Je veux seulement ajouter quelque chose rapidement. Là où cela a fonctionné ailleurs dans le monde, c'est en raison des incitatifs fiscaux. Il n'est question que d'un report d'impôt ici, car les sociétés privées sous contrôle canadien bénéficient d'une exemption pour gains en capital, comme vous le savez. Avant l'adoption, ce n'est pas qu'on ne paiera pas d'impôts. Il s'agit d'un report d'impôt, car lorsque les employés vendront leurs actions, ils seront imposés. Il s'agit donc d'étudier les cas où cela a fonctionné dans le monde, d'autres modèles. L'intérêt est énorme lorsque les incitatifs fiscaux entrent en jeu. Je tenais à ajouter ce point et à le faire figurer au compte rendu.

La présidente : Merci.

Le sénateur Cardozo : Ma question porte sur le climat actuel concernant les investissements d'entreprise. J'ai deux questions en fait. Premièrement, une période de forte inflation et de taux d'intérêt élevés est-elle favorable aux investissements d'entreprise? Deuxièmement, en ce qui concerne l'inflation, que pensez-vous du contrôle des prix? De nombreuses mesures de contrôle des prix ont été mises en place, par exemple pour les

which are most of the problem be useful? Are those something you have given any thought to?

Mr. Sabia: I'm going to give you a quick answer and then I'm going to turn to Rhys Mendes.

Let's stand back just a little bit. This is a very important question you are asking. The world has gone through a period in the pandemic where, for good reason, absolutely staggering amounts of liquidity were injected into the global financial system, and I mean staggering amounts. That's good because I think if that had not happened, then we could have had a very severe and lasting recession, maybe worse than that.

The right thing has been done, but there has been so much liquidity injected into the system, then compounded by the Russian invasion of Ukraine and the impact on energy prices, supply chain disruptions associated with the shutting down of the world economy because of the pandemic, et cetera — umpteen reasons that have broken a lot of the connections that make the global economy work.

So what have we got? You've got a supply problem, and that supply problem has been manifested in the high inflation that you have seen. And, yes, monetary authorities have had to respond with higher interest rates. But what we're seeing now — we're seeing it elsewhere, but especially in Canada — is that inflation is now starting to come down. It's starting to come down in Canada at a pretty reasonable rate.

Now, it's true that there are still some areas where inflation is a little bit higher than anyone would like, for example, on groceries, shelters — because you mentioned rents — those are things that are coming down but not as fast as some other aspects of inflation. I'll turn to Rhys in a second because the question is important, but what I'm saying is we shouldn't be surprised about what has happened with inflation. Yes, rates have responded, but the situation is improving significantly. Given that, I think to take a step into the world of price control right now, we would not see the need to do that.

What we do see is the need for targeted assistance on groceries, which the government did in the recent budget. Where there is need and difficulty, we see the need to respond to it through that kind of a mechanism rather than a very difficult and potentially highly distortive use of price controls, given that the situation is improving.

Rhys Mendes, Assistant Deputy Minister, Economic Policy Branch, Department of Finance Canada: In terms of thinking about the impact on investment, when I step back and think about what one of the key underlying challenges for investment

loyers, les frais de scolarité et les assurances. Est-ce qu'un contrôle des prix ciblé sur les aspects de l'inflation qui posent le plus de problèmes serait utile? Y avez-vous réfléchi?

M. Sabia : Je vais vous donner une brève réponse, puis je demanderai à Rhys Mendes d'intervenir.

Prenons un peu de recul. La question que vous posez est très importante. Le monde a traversé une période de pandémie durant laquelle, pour de bonnes raisons, des quantités absolument stupéfiantes de liquidités ont été injectées dans le système financier mondial, et je dis bien des quantités stupéfiantes. C'est une bonne chose, car je pense qu'autrement, nous aurions pu connaître une récession très grave et prolongée, voire pire.

On a fait la bonne chose, mais on a injecté tant de liquidités dans le système, et ajoutons à cela l'invasion russe de l'Ukraine et les répercussions sur les prix de l'énergie, les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement liées à la paralysie de l'économie mondiale causée par la pandémie, et cetera — d'innombrables raisons qui ont rompu bon nombre des liens qui font fonctionner l'économie mondiale.

Que voyons-nous donc? Un problème d'offre, qui s'est manifesté par une forte inflation. Il est vrai que les autorités monétaires ont dû réagir en augmentant les taux d'intérêt. Mais nous constatons aujourd'hui — ailleurs, mais surtout au Canada — que l'inflation commence à baisser. Elle commence à diminuer au Canada à un rythme assez raisonnable.

Il est vrai qu'il y a encore des secteurs dans lesquels l'inflation est un peu plus élevée qu'on ne le souhaiterait, par exemple ceux de l'alimentation, du logement — parce que vous avez parlé des loyers. Ce sont des secteurs dans lesquels on observe une baisse, mais elle n'est pas aussi rapide que pour d'autres aspects de l'inflation. Je céderai la parole à M. Mendes dans une seconde, car la question est importante, mais ce que je dis, c'est que nous ne devons pas être surpris par ce qui s'est passé avec l'inflation. Certes, les taux ont changé, mais la situation s'améliore considérablement. Par conséquent, je pense que nous ne verrions pas la nécessité de nous aventurer dans un contrôle des prix à l'heure actuelle.

Ce que nous constatons, c'est qu'il est nécessaire de fournir une aide ciblée pour les produits alimentaires, ce que le gouvernement a fait dans le dernier budget. Nous croyons qu'il est nécessaire de répondre aux besoins et aux difficultés par ce type de mécanisme plutôt que par un recours au contrôle des prix qui serait très difficile et qui risquerait de causer de la distorsion, étant donné que la situation s'améliore.

Rhys Mendes, sous-ministre adjoint, Direction de la politique économique, ministère des Finances Canada : En ce qui concerne les effets sur l'investissement, lorsque je prends du recul et que je réfléchis à l'un des principaux défis

in Canada is, it's businesses thinking about how to invest in an uncertain environment.

When I think about interest rates and inflation, the key thing is getting inflation back to the 2% target because that will minimize the uncertainty created by inflation and, therefore, facilitate investment. So ensuring inflation comes back to the 2% target is key. That will also ensure that we have stable interest rates.

When I think about price controls, an issue here is that a lot of the inflation, as Michael said, has been generated by supply disruptions, whether it's in global goods prices or in different commodities markets. Price controls won't help to bring forth more supply. What you'll end up with is rationing in terms of how the available supply is distributed.

Ultimately, the experience with price controls in the 1970s was that they didn't actually manage to stop overall inflation. Ultimately, what stopped overall inflation was monetary policy, so I think that's the line we have to continue pursuing in terms of stabilizing inflation.

The Chair: Okay. Thank you for that.

Senator Marshall: Thank you for joining us this morning. The government has all these funds located throughout government funds or corporations that basically give out money, but there seems to be a reluctance to go back and do an evaluation to see if the objectives were achieved. What worked and what didn't work? We haven't been able to get a handle on why there is a reluctance to do that.

What seems to be happening is that the government keeps doing the same thing over and over again through the various funds, hoping there will be a different outcome at the end. Why is that reluctance there? Evaluations would give you some insight into which direction you should go. It's the money that seems to be the focus, getting the money out there, but the problem is not just money; the regulatory regime for different projects is also overly burdensome.

I was just reading an article in *The Globe and Mail* that this relates to projects under the Impact Assessment Act. The article is entitled "Project progress under Impact Assessment Act remains slow." The government seems to have a problem with regard to getting projects under way, and the focus seems to be on giving out money and hoping that will work.

Can you talk about the evaluation aspect? Also, it's not just about the money.

sous-jacents pour l'investissement au Canada, il s'agit pour les entreprises de savoir comment investir dans un environnement incertain.

Lorsqu'il s'agit des taux d'intérêt et de l'inflation, l'essentiel est de ramener le taux d'inflation à la cible de 2 %, car cela réduira au maximum l'incertitude créée par l'inflation et, par conséquent, favorisera les investissements. Il est donc essentiel de veiller à ce que l'inflation revienne à la cible de 2 %. Cela garantira également la stabilité des taux d'intérêt.

En ce qui concerne le contrôle des prix, le problème c'est que, comme l'a dit M. Sabia, l'inflation a été générée en grande partie par des perturbations de l'offre qu'il s'agisse des prix des biens dans le monde ou des différents marchés des produits de base. Le contrôle des prix ne contribuera pas à augmenter l'offre. On se retrouvera plutôt avec un rationnement quant à l'offre disponible.

En fin de compte, dans les années 1970, ce ne sont pas les mesures de contrôle des prix auxquels on a eu recours qui ont permis de freiner l'inflation, mais bien la politique monétaire. Je pense donc que c'est la voie que nous devons continuer à suivre pour que l'inflation soit stable.

La présidente : D'accord. Merci.

La sénatrice Marshall : Je vous remercie de vous joindre à nous ce matin. Le gouvernement offre toutes sortes de fonds. Il peut s'agir de fonds gouvernementaux ou de sociétés qui distribuent de l'argent, mais on semble être réticent à revenir en arrière et faire une évaluation pour vérifier si les objectifs ont été atteints et déterminer ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné. Nous n'avons pas réussi à comprendre les raisons de cette réticence.

Le gouvernement semble recommencer sans cesse la même chose, par l'entremise de divers fonds, en espérant chaque fois un résultat différent. Pourquoi cette réticence face aux évaluations? Elles permettraient de mieux orienter les efforts. On semble surtout se concentrer sur la façon de distribuer les fonds, mais ce n'est pas seulement l'argent qui pose problème. En effet, les règlements qui encadrent les projets sont également trop contraignants.

Je viens de lire un article dans le *Globe and Mail* selon lequel cela concerne les projets visés par la Loi sur l'évaluation d'impact. L'article s'intitule « Project progress under Impact Assessment Act remains slow ». Le gouvernement semble donc avoir des difficultés à faire démarrer les projets, et on semble se contenter de verser des fonds en espérant que cela réglera le problème.

Pouvez-vous nous parler de l'évaluation? Il ne s'agit pas seulement des fonds.

Mr. Sabia: Well, coming from the Department of Finance, we heartily agree it's not just about giving out money. We're in radical agreement on that.

You've touched on a whole bunch of things, so I'm going to try to get through this fairly quickly.

One, the definition of insanity is trying the same thing over and over again and expecting a different result. That's a bad thing to do. To come back to Senator Gignac's question, the Canada Growth Fund is a completely different way of doing things. Putting \$15 billion out at complete arm's length from government — I can tell you from having to convince people internally — that's a different approach. It's designed to depoliticize the use of public funds to lever in — that's the objective — private capital so that we can get a cumulative effect of \$15 billion levering \$45 billion, \$50 billion or \$60 billion, which we desperately need in the country. That's new. We haven't tried that before, so we're going to try it.

The Canada innovation corporation is a new idea, again, at arm's length from government — we can talk about it more if you like — designed to be able to work at the speed of business. Let's be clear, government doesn't. Having lived in both worlds, I can assure you it doesn't.

We are trying different things because these problems require a spirit of experimentation, and we have to be ready to try things. Here and there, we have to be ready to fail because that's how you learn. We are trying different things. That's point number one.

Two, you are 100% right on project approvals. It remains a significant challenge for the country. As I said in my answer to Senator Gignac, \$80 billion in tax credits to promote and accelerate the transition to a low-carbon economy is good, and that was a big step forward, but an accompanying piece to that — and I truly believe it is an accompanying piece — is that we have to find ways of getting better and quicker at approving projects. Because if we don't, we can provide all the tax incentives we want; if people are looking to make capital investments, yes, they might like the tax credits, but if they can't get the project done, what are they going to do?

There's a significant amount of work under way on that issue within the government, and I'm hopeful that in the coming weeks and months you will see, again, some fresh thinking about how we can move this along in a way that respects the rights of stakeholders and that gives people an appropriate voice in these

M. Sabia : Eh bien, comme nous venons du ministère des Finances, nous sommes tout à fait d'accord pour dire qu'il ne s'agit pas seulement de verser des fonds. Nous sommes certainement d'accord sur ce point.

Vous avez abordé un large éventail de sujets, et je vais tenter de les couvrir rapidement.

Tout d'abord, la définition de la folie est d'essayer la même chose encore et encore tout en s'attendant à un résultat différent à chaque essai. Ce n'est pas une bonne stratégie. Pour revenir à la question du sénateur Gignac, le Fonds de croissance du Canada représente une manière complètement différente de faire les choses. En effet, lorsqu'on verse 15 milliards de dollars qui seront administrés indépendamment du gouvernement — je peux vous le dire pour avoir dû convaincre des gens à l'interne —, c'est une approche entièrement différente. Elle est conçue pour dépolitisier l'utilisation des fonds publics afin d'attirer — c'est l'objectif — des capitaux privés, de sorte que ces 15 milliards de dollars attireront 45, 50 ou 60 milliards de dollars, car notre pays a désespérément besoin de ces investissements. C'est une nouvelle approche. Nous ne l'avons jamais tentée auparavant, et c'est ce que nous allons faire maintenant.

La Société canadienne de l'innovation est un nouveau concept qui fonctionne, encore une fois, indépendamment du gouvernement — nous pouvons en parler davantage si vous le souhaitez — et qui est conçu pour pouvoir suivre le rythme du monde des affaires. Il faut admettre que le gouvernement ne travaille pas au même rythme. J'ai œuvré dans ces deux milieux, et je peux le confirmer.

Nous essayons différentes choses parce que ces problèmes requièrent la volonté d'expérimenter et nous devons être prêts à essayer plusieurs choses. Nous devons aussi être prêts à échouer de temps en temps, car c'est ainsi qu'on apprend. Nous essayons donc différentes choses.

Deuxièmement, vous avez entièrement raison en ce qui concerne l'approbation des projets, car cet aspect demeure un défi important pour notre pays. Comme je l'ai dit dans ma réponse au sénateur Gignac, les 80 milliards de dollars en crédits d'impôt pour promouvoir et accélérer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone représentent un grand pas en avant, mais pour accompagner cette initiative — et j'insiste sur ce point —, nous devons trouver des moyens d'améliorer et d'accélérer le processus d'approbation des projets. Dans le cas contraire, nous pourrons offrir tous les incitatifs fiscaux imaginables, mais si les gens cherchent à investir des capitaux, même s'ils aiment ces crédits d'impôt, qu'en retireront-ils s'ils ne peuvent pas réaliser leur projet?

Au sein du gouvernement, on s'efforce actuellement de résoudre ce problème, et je pense que dans les semaines et les mois à venir vous verrez, je l'espère, une nouvelle approche pour faire avancer les choses d'une manière qui respecte les droits des parties intéressées et qui donne aux gens l'occasion de

things but does lighten up the process. There are lots of interesting opportunities for us to work more closely with provinces, not to duplicate everything they do, but for them to use us sometimes and for us to use them. There are things that we can do that, in combination, can accelerate things, and I think that's really important. That's point number two.

My last point, there is work under way, for instance, around a review of intellectual property in the government. That's one example. I think we are trying to review and assess the effectiveness of programs. Do we do it enough? I think that's an open question. Probably not. Every organization can do more, whether in the private sector or the public sector. I think it's a fair observation on your part.

It's equally important not to underestimate the amount of internal reassessment that goes on. My issue with that is sometimes it takes too long, but I think there is a fair bit of that activity happening.

Senator Marshall: I want to make the point that you talked about one of the corporations bringing the private sector to the table. The Canada Infrastructure Bank was supposed to do that, but there seems to be a real reluctance for the private sector to join forces with the government. I just want to make that point that it's a problem.

Mr. Sabia: I know the chair wants to move on, but in the first three years, the Infrastructure Bank massively underperformed for a whole bunch of reasons that I won't bore you with. It had less to do with the Infrastructure Bank and more to do with how it was set up.

In the last three years, if you look at a graph of what the Infrastructure Bank has done, the first three years are kind of like that, and then it goes like that. Now the bank is really hitting its stride. It is working with the private sector. It is drawing in private capital, but I agree it took way too long to get going, hence a different approach that we adopted with respect to the Canada Growth Fund to avoid those very problems. You're right about the past, but things have changed quite significantly.

Senator Marwah: Thank you, deputy minister, and thank you, Mr. Mendes, for being here.

Mr. Sabia, you have a very unique perspective of extensive experience in the private sector and extensive experience in public service. There are very few people in your shoes who have a combination of those two.

s'exprimer dans ce contexte, tout en allégeant le processus. Il existe de nombreuses possibilités intéressantes de collaborer plus étroitement avec les provinces, non pas pour reproduire tout ce qu'elles font, mais pour qu'elles nous utilisent à l'occasion et que nous les utilisions aussi. Nous pouvons faire certaines choses qui, combinées, peuvent nous permettre d'accélérer les processus, et je pense que c'est très important.

Enfin, le gouvernement s'efforce également, par exemple, de mener un examen de la propriété intellectuelle. C'est un exemple parmi d'autres. Je pense qu'on tente d'évaluer l'efficacité des programmes et de déterminer si on le fait assez souvent. Je pense que c'est une question ouverte. La réponse est qu'on ne le fait probablement pas assez souvent. Chaque organisme peut en faire plus, que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public. Je pense donc que vous avez raison sur ce point.

Il est également important de ne pas sous-estimer le nombre de réévaluations qui sont menées à l'interne. Le problème, c'est que cela prend parfois trop de temps, mais je pense que c'est une activité assez répandue.

La sénatrice Marshall : J'aimerais souligner que vous avez parlé d'une société qui pourrait amener le secteur privé à la table des négociations. C'était censé être le travail de la Banque de l'infrastructure du Canada, mais le secteur privé semble grandement hésiter à unir ses forces à celles du gouvernement. Je tenais seulement à signaler qu'il s'agit d'un problème.

M. Sabia : Je sais que la présidente souhaite passer à autre chose, mais au cours des trois premières années, la Banque de l'infrastructure du Canada a obtenu un rendement nettement insatisfaisant pour une série de raisons que je n'énumérerais pas ici. Ces piétres résultats étaient moins attribuables à la Banque de l'infrastructure du Canada qu'à la manière dont elle a été mise sur pied.

Sur le graphique qui décrit le rendement de la Banque de l'infrastructure du Canada ces trois dernières années, on peut voir que les trois premières années sont un peu comme ceci, puis elles continuent comme cela. Aujourd'hui, la Banque de l'infrastructure du Canada a vraiment pris son élan. Elle travaille avec le secteur privé. Elle attire des capitaux privés, mais je reconnais qu'elle a mis beaucoup trop de temps à démarrer, d'où l'approche différente que nous avons adoptée pour le Fonds de croissance du Canada, afin d'éviter ces problèmes. Vous avez raison en ce qui concerne le passé, mais les choses ont beaucoup changé.

Le sénateur Marwah : Je vous remercie, monsieur le sous-ministre et monsieur Mendes, d'être ici aujourd'hui.

Monsieur Sabia, votre vaste expérience dans le secteur privé et dans la fonction publique vous permet d'avoir un point de vue unique. En effet, très peu de personnes possèdent une telle combinaison d'expérience dans ces deux secteurs.

When we look at one of the problems we face as a country, it is low or anemic — as I've heard people call it — private sector investment, which leads to low productivity and has consequences as a result.

Where I come from, and talking to many in the private sector — from small business all the way up to large-cap companies — two things come up again and again in terms of impediments. One, as I've mentioned many times, is regulation, and problems with regulation are threefold: over-regulation, time to approval and certainty of approval. Regulation has many facets. I'd like your thoughts on that and whether there are any initiatives to address that.

The second point that comes up is tax policy in terms of its complexity and the fact that it has become more of a mixture of wires than a comprehensive policy; we plug holes rather than try to deal with it from a macro perspective. I'd like your thoughts on both of those and what we can do to address them.

Mr. Sabia: In terms of your point, senator, on regulation, I think everyone would probably agree that there are always ways to improve what various levels of government do. In Canada, given our political and governance structures and the overlap between federal and provincial regulation, I think there are always ways to improve that.

But when I ask myself the question, “Does regulation explain a significant part of this fundamental question about business investment, especially in research and development?” there, when I look at, for instance, Canada's performance with respect to those business investments and investments in R&D and I compare it to the United States, there's a world of difference. The U.S.'s recovery from the pandemic in terms of levels of business investment — they're already 6% over where they were. We're at 1.5%. We're recovering much more slowly. That's just a recent statistic. There are others.

There's a big difference between how the United States is recovering and the way we are from a business investment point of view. Some of it has to do with oil and gas prices and a whole range of issues.

But then I look at most OECD assessments of regulatory operations and the complexity of regulations. Actually, between Canada and the United States, there's not a big difference between the two countries from a regulatory point of view.

L'un des problèmes auxquels notre pays fait face, c'est la faiblesse ou l'anémie — comme je l'ai entendu dire — des investissements du secteur privé, qui se traduit par une faible productivité, ce qui entraîne des conséquences.

Dans mon domaine, et au cours de mes discussions avec de nombreux intervenants du secteur privé — des petites entreprises aux grandes sociétés —, deux notions reviennent sans cesse lorsqu'on parle d'obstacles. La première, comme je l'ai mentionné à maintes reprises, est la réglementation. Trois problèmes sont liés à la réglementation, soit la réglementation excessive, les délais d'approbation et la certitude d'obtenir l'approbation. La réglementation comporte de nombreux volets. J'aimerais que vous nous donniez votre avis à ce sujet et que vous nous disiez si des initiatives ont été lancées pour remédier à ce problème.

La deuxième notion concerne la complexité de la politique fiscale et le fait qu'elle est devenue davantage une combinaison de différentes choses qu'une politique globale. Nous essayons de boucher les trous plutôt que de régler les problèmes de fond. J'aimerais connaître votre avis sur ces deux notions et sur ce que nous pouvons faire pour régler ces problèmes.

M. Sabia : En ce qui concerne votre commentaire, sénateur, sur la réglementation, je pense que tout le monde s'entend pour dire qu'il y a toujours des moyens d'améliorer ce que font les différents ordres de gouvernement. Au Canada, compte tenu de nos structures politiques et de nos structures de gouvernance et du chevauchement entre les règlements fédéraux et provinciaux, je pense qu'il y a toujours place à l'amélioration.

Mais lorsque je me demande si la réglementation explique en partie cet enjeu fondamental de l'investissement des entreprises, surtout dans la recherche-développement, et que j'examine, par exemple, le rendement du Canada en matière d'investissements des entreprises et d'investissements dans la recherche-développement, et que je compare ces chiffres à ceux des États-Unis, je constate qu'il y a une énorme différence. En effet, sur le plan des investissements des entreprises, les États-Unis se sont déjà remis de la pandémie, car ils ont déjà dépassé de 6 % les niveaux qu'ils avaient atteints. Nous n'en sommes qu'à 1,5 %, ce qui signifie que nous nous rétablissons beaucoup plus lentement. Ce n'est qu'une statistique récente et il y en a d'autres.

Il y a donc, sur le plan de l'investissement des entreprises, une grande différence entre la façon dont les États-Unis remontent la pente et la façon dont nous remontons la pente. C'est en partie attribuable aux prix du pétrole et du gaz, mais aussi à une série d'autres facteurs.

Cependant, lorsque je regarde la plupart des évaluations de l'OCDE sur les activités de réglementation et sur la complexité des règlements, je me rends compte qu'en réalité, le Canada et les États-Unis ne sont pas si différents sur le plan de la réglementation.

If I'm looking for an explanation as to why the United States has recovered so quickly on business investment, and we haven't — and it's not just recovery; on an ongoing basis, the United States, their overall level of business investment is much higher than it is in Canada as a percentage of GDP — I'm not sure regulation explains it. It could be a contributor, but it's not the centrepiece. I guess that's one person's thought about regulations.

In terms of the tax system, show me an advanced, sophisticated industrial country that has a simple tax system. I don't think that exists in the world. It certainly doesn't exist in the United States. It doesn't exist in most European countries. Tax systems have many objectives. It's not just about raising revenues; tax systems are about creating incentives for certain kinds of behaviour to deal with a whole host of issues, social or economic.

There are tax credits that we use to improve the progressivity of, for instance, the goods and services tax; tax credits we use to encourage scientific research and experimental development, so-called SR&ED. All of these things bring with them complexity, but that complexity is the result of an effort to use the tax system to accomplish a set of social and economic objectives.

Is there a need every — I don't know what the time period is — to sit back and reassess and find simpler ways of managing the tax system? Yes, I think that's always the case. I think that's true across every country, but I wouldn't say that I find, in comparing us to other countries, that the Canadian tax system is unusually complex to a point where it becomes an impediment to investment.

Senator Marwah: I think you're right in terms of complexity. I've often said that, in tax policy, complexity is the price you pay for fairness. I understand that.

But at the same time, there's a point where you say that it is time for an overall review to be done, which should take place maybe every 20 years. I don't know what the time frame is. I think the last time we had done one was 25 —

The Chair: Is there a quick question there, Senator Marwah?

Senator Marwah: Perhaps we should encourage doing a broader review that should take place and that hasn't taken place in over 20 years.

Si je cherche une explication au fait que les États-Unis ont récupéré les investissements des entreprises beaucoup plus rapidement que le Canada — il ne s'agit pas seulement d'une reprise, car le niveau global d'investissement des entreprises, en pourcentage du PIB, est toujours beaucoup plus élevé aux États-Unis qu'il ne l'est au Canada —, je ne suis pas sûr que la réglementation soit une explication satisfaisante. Elle peut contribuer à expliquer la situation, mais ce n'est pas le facteur le plus important. Je présume que c'est l'avis d'une personne sur la réglementation.

En ce qui concerne le système fiscal, pouvez-vous nommer un pays industrialisé et sophistiqué qui dispose d'un système fiscal simple? Je ne pense pas que cela existe. Ce n'est certainement pas le cas aux États-Unis ou dans la plupart des pays européens. Les systèmes fiscaux ont de nombreux objectifs. Il ne s'agit pas seulement de générer des recettes, car les systèmes fiscaux visent aussi à encourager certains types de comportements, afin de régler toute une série d'enjeux sociaux et économiques.

Nous utilisons certains crédits d'impôt pour améliorer le caractère progressif, par exemple, de la taxe sur les produits et services et d'autres pour encourager les activités de recherche scientifique et de développement expérimental, ce que l'on appelle communément la RS&DE. Tous ces éléments créent un environnement complexe, mais cette complexité est le résultat d'un effort qui vise à utiliser le système fiscal pour atteindre un ensemble d'objectifs sociaux et économiques.

Est-il nécessaire, tous les — je ne sais pas quel intervalle utiliser —, de prendre du recul, de réévaluer la situation et de trouver des moyens plus simples de gérer le système fiscal? Oui, je pense que c'est toujours nécessaire. Je pense que c'est nécessaire dans tous les pays, mais lorsque je nous compare à d'autres pays, je ne dirais pas que le système fiscal canadien est exceptionnellement complexe au point de devenir un obstacle à l'investissement.

Le sénateur Marwah : Je pense que vous avez raison en ce qui concerne la complexité. J'ai souvent affirmé qu'en matière de politique fiscale, la complexité est le prix à payer pour promouvoir l'équité. Je comprends cela.

Toutefois, en même temps, il vient un moment où il est temps de procéder à un examen général, et cet examen devrait avoir lieu, par exemple, tous les 20 ans. Je ne connais pas l'échéancier préconisé à cet égard. Je pense que le dernier examen de ce genre a été effectué il y a 25 ans.

La présidente : Avez-vous une brève question, sénateur Marwah?

Le sénateur Marwah : Nous devrions peut-être encourager la tenue d'un examen plus vaste qui devrait avoir lieu et qui n'a pas eu lieu depuis plus de 20 ans.

Mr. Sabia: The last time we had a truly comprehensive review of the Canadian tax system was a long time ago. It was in a prior life of mine, when I was first here, and, God knows, that was a long time ago. That was before the creation of the internet. That's how old I am.

Is there a need, from time to time, to come back and look at those issues? Yes, I think there is. In the future — perhaps not right now — that's something that I think always makes good sense.

[Translation]

Senator Massicotte: Thank you, Mr. Sabia. I must echo my colleagues' comments. Thank you very much for your contribution to our beautiful country. You have come full circle in your career. Thank you for being with us this morning.

Our subject is investment. You commented that we are very far behind. The challenge is enormous. At the same time, you say that Canadians are creative, but they have difficulty being innovative. I want to understand the words you chose. Nuances can be very important. That may summarize the issue.

Mr. Sabia: Here's my point of view: The level of our investments, creation activities and development of new ideas, such as those that already exist in Canadian universities, is fantastic. It is world-class.

The challenge is to find ways to translate those activities and make them more operational within the way our companies operate. When I distinguish between developing new ideas and innovation, I mean that innovation happens after a period of marketing. It makes those new ideas useful within the context of how a company operates, to achieve the economic potential of each one of those ideas. As a country, our ability to translate those new ideas into the way a company operates is not as strong. What's the solution? I'm not sure.

Just to come back to my previous life, at the Caisse de dépôt et placement du Québec, we put a lot of emphasis on how to find ways to put researchers and businesses together physically. At the time, it seemed to us like a good way of solving the problem of translation. It gave entrepreneurs an opportunity to talk directly with researchers, to tell them about their needs and encourage them to develop new ideas, to work within their context and develop what was required to improve a company's operations.

Senator Massicotte: Did that work?

M. Sabia : Il y a longtemps que nous avons mené un examen complet du système fiscal canadien. La dernière fois remonte à mon arrivée ici, et Dieu sait que c'était il y a longtemps. C'était avant la création d'Internet. Cela vous donne une idée de mon âge.

Est-il nécessaire de revenir sur ces questions de temps en temps? Je pense que oui. Nous pourrions le faire prochainement — mais peut-être pas tout de suite —, car c'est une démarche qui est toujours judicieuse, à mon avis.

[Français]

Le sénateur Massicotte : Merci, monsieur Sabia. Je dois répéter les commentaires de mon collègue, merci beaucoup pour votre contribution à notre beau pays. Vous avez fait un plein cercle dans votre carrière. Merci d'être avec nous ce matin.

Notre sujet est l'investissement. Vous avez fait la remarque que nous sommes très en retard. Le défi est énorme. En même temps, vous dites que les Canadiens sont créatifs, mais ont de la difficulté à être innovateurs. Je veux comprendre les mots que vous avez choisis; les nuances peuvent être très importantes, cela résume peut-être le problème.

M. Sabia : Mon point de vue est le suivant : le niveau d'investissement que nous faisons, l'activité de création et le développement des nouvelles idées qui, par exemple, existent actuellement au Canada au sein de nos universités sont formidables; c'est de calibre mondial.

Le défi est de trouver des façons de traduire ces activités et de rendre ces activités plus opérationnelles dans les opérations de nos sociétés. Quand je fais la distinction entre le développement de nouvelles idées et l'innovation, selon moi, l'innovation arrive après une période de commercialisation qui rend ces nouvelles idées utiles dans le contexte des opérations d'une société, afin de réaliser le potentiel économique de chacune de ces idées. Notre capacité, en tant que pays, de traduire ces nouvelles idées en opérations d'une société, c'est un aspect qui est plus faible. Quelle la solution? Je n'en suis pas sûr.

Juste pour revenir à ma vie précédente, à la Caisse de dépôt et placement du Québec, nous avons mis beaucoup d'emphase sur la façon de trouver des moyens de mettre ensemble les chercheurs et les entrepreneurs physiquement. Selon nous, à l'époque, c'était une bonne façon de régler ce problème de traduction : donner aux entrepreneurs une occasion de parler directement aux chercheurs et de parler de leurs besoins pour les encourager à développer de nouvelles idées, de travailler dans leur contexte et de développer quelque chose qui est nécessaire pour l'amélioration des opérations d'une société.

Le sénateur Massicotte : Est-ce que cela a fonctionné?

Mr. Sabia: It wasn't bad; we created an institution called Mila in Montreal. At Mila, we set up sources of capital, investors, researchers and entrepreneurs. We put all three together physically. Right now, I think it's moving forward rather well. That's one example. We have other examples that summarize the same idea, basically. You have to find the means. You have to be willing to experiment and find ways of solving the problem of translation.

Senator Massicotte: Thank you.

Senator Ringuette: My question follows up on that of my colleague. First of all, thank you for being here and for your contribution to your department.

Earlier, we had people from Innovation, Science and Economic Development Canada (ISED). This was my question for them: We invest billions of dollars in research in this country, but we don't have control. You just described a way of managing research or undertaking research. Representatives from ISED told us they were reviewing their programs.

During our hearings, we had a lot of witnesses appear before us. They told us we had to find a formula so that Canadians, through their government, become a kind of co-owner and have a certain ownership over sums granted for research to maximize potential growth and profits for them.

I know the Department of Finance will have a big impact on how the review happens and on what will be implemented. What's your opinion on the subject?

Mr. Sabia: I'm not sure I correctly understood the suggestion from our colleagues at ISED when they talked about co-owners. For me, it's not entirely clear.

Senator Ringuette: They're not the ones who suggested it. They told us they were reviewing their research investment policy. Other witnesses who appeared before the committee over the last few months suggested that it would be an excellent idea for us to continue funding research. However, we would benefit from a certain sense of ownership to maximize wealth and orient their investment and research policy to maximize its impacts in Canada; that's my question.

[English]

Mr. Sabia: Senator, as you can tell from this long pause, I'm not sure what the right answer to your question is. The funding that the government is providing — whether it's in artificial

M. Sabia : Pas si mal; nous avons créé une institution qui s'appelle Mila à Montréal. Chez Mila, nous avons positionné des sources de capital, les investisseurs, les chercheurs et les entrepreneurs. Nous avons mis les trois ensemble physiquement. Je pense qu'actuellement, cela avance assez bien. C'est un exemple. On a d'autres exemples qui résument la même idée, essentiellement. Il faut trouver des moyens, il faut avoir un esprit d'expérimentation pour trouver des façons de régler ce problème de traduction.

Le sénateur Massicotte : Je vous remercie.

La sénatrice Ringuette : Ma question donne suite à celle de mon collègue. En premier lieu, je vous remercie d'être ici et de votre contribution auprès de votre ministère.

Tout à l'heure, nous avons reçu les gens d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE). Ma question pour eux était la suivante : on investit des milliards de dollars en recherche au pays, mais on n'a pas de contrôle. Vous venez de décrire une façon de gérer la recherche ou d'entreprendre la recherche. Les représentants d'ISDE nous ont dit qu'ils en étaient à revoir leurs programmes.

Durant nos audiences, on a reçu beaucoup de témoins qui ont comparu devant nous. Ils nous ont mentionné qu'il faudrait trouver une formule afin que les Canadiens, par l'entremise de leur gouvernement, deviennent en quelque sorte des copropriétaires, qu'il y ait une forme de propriété sur ces montants alloués à la recherche pour maximiser le potentiel de croissance et de profits pour les Canadiens.

Je sais que le ministère des Finances aura un gros impact sur la façon dont cette révision se traduira et sur ce qui sera mis en place. Quel est votre avis à ce sujet?

M. Sabia : Je ne suis pas sûr d'avoir bien compris la suggestion de nos collègues d'ISDE lorsqu'ils parlent de copropriétaires. Pour moi, ce n'est pas tout à fait évident.

La sénatrice Ringuette : Ce ne sont pas eux qui ont suggéré cela. Ils nous ont dit qu'ils étaient en train de revoir leur politique en matière d'investissements en recherche. Ce sont d'autres témoins qui ont comparu devant le comité au cours des derniers mois qui nous ont suggéré que ce serait une excellente idée pour nous de continuer à financer la recherche, mais qu'on bénéficie d'une certaine appropriation afin de maximiser la richesse et la façon dont leur politique en matière d'investissement et de recherche sera orientée et de maximiser ses effets au Canada; voilà ma question.

[Traduction]

M. Sabia : Sénatrice, comme vous pouvez le constater par cette longue pause, je ne suis pas sûr d'avoir la bonne réponse à votre question. Le financement du gouvernement — que ce soit

intelligence, genomics, quantum research or whatever — directly to higher education is making a significant difference.

If you look at Canada's position in the world with respect to artificial intelligence, those investments have paid off substantially because Canada is now globally recognized as one of the leaders in AI, with some of the strongest academic capability that exists in the world.

These days, whether or not AI is going a little too fast, et cetera, is its own issue. I use AI as an example. We have built in Canada — and I think we don't focus on this enough — academic research capability that is really second to none in the world.

Now, the question then becomes what we've been talking about, which is how you get the industrial benefit of that and, through that, the creation of social wealth from that research. That is really a fundamental issue here for the country, but the focus of thinking there needs to be — as I was saying to Senator Massicotte in my answer — it's not the investments we're making in universities. That is working pretty well. It's how we take that and use it from an industrial point of view. That's hard.

Senator Ringuette: That's why we need to be invested in a form of ownership or otherwise to make certain that the A-to-B-to-C happens in Canada.

Senator Duncan: Thank you very much. Thank you for your appearance here today. This committee is very focused on the results of investment and Canadian investment in Canada by way of tax credits and investment policy.

The Mineral Exploration Tax Credit has been around for a very long time and it has recently increased specifically for strategic minerals, which is critically important.

Given the length of time that this tax credit has been around, is there work under way to determine its success? How is it relating to investment by Canadians in the success of the development of the mine?

Mr. Sabia: Those credits are not limited to just Canadian companies. That's quite intentional because the objective is to encourage investment in the mining activity itself as opposed to whether it's a U.S.-based or Finnish-based or German-based company; it's the activity itself.

dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la génomique, de la recherche quantique ou dans un autre domaine — qui est versé directement à l'enseignement supérieur change la donne.

Lorsqu'il s'agit de la position du Canada en matière d'intelligence artificielle, ces investissements ont porté leurs fruits, car le Canada est aujourd'hui reconnu comme étant l'un des chefs de file mondiaux dans le domaine de l'intelligence artificielle grâce aux capacités de recherche de nos universités, qui figurent parmi les plus prometteuses au monde dans ce domaine.

De nos jours, la question de savoir si l'intelligence artificielle se développe un peu trop vite ou non est un enjeu en soi. J'utilise l'intelligence artificielle comme exemple. Au Canada, nous avons bâti — et je pense que nous n'insistons pas assez sur ce point — une capacité de recherche universitaire qui n'a rien à envier au reste du monde.

La question qui se pose alors est celle dont nous avons parlé, à savoir comment en tirer des avantages industriels et par la même occasion, créer de la richesse sociale à partir de ces recherches. Il s'agit d'une question fondamentale pour le pays, mais la réflexion ne doit pas porter — comme je le disais dans ma réponse à la question du sénateur Massicotte — sur les investissements que nous effectuons dans les universités, car cela fonctionne très bien. Il s'agit plutôt de savoir comment les utiliser pour générer des retombées industrielles. C'est plus difficile.

La sénatrice Ringuette : C'est la raison pour laquelle nous devons investir dans la propriété ou nous assurer que toutes les étapes du processus se déroulent au Canada.

La sénatrice Duncan : Je vous remercie beaucoup. Je vous remercie de comparaître aujourd'hui. Notre comité se concentre sur les résultats de l'investissement et de l'investissement canadien au Canada par la voie des crédits d'impôt et de la politique en matière d'investissement.

Le crédit d'impôt pour l'exploration minière existe depuis très longtemps et il a récemment été augmenté expressément pour les minéraux critiques, ce qui est extrêmement important.

Compte tenu de l'ancienneté de ce crédit d'impôt, des travaux sont-ils en cours pour déterminer son efficacité? Comment est-il lié aux investissements des Canadiens dans l'exploitation fructueuse d'une mine?

M. Sabia : Ces crédits ne sont pas limités aux seules entreprises canadiennes. C'est tout à fait intentionnel, car l'objectif est d'encourager l'investissement dans l'activité minière elle-même, sans se soucier de savoir s'il s'agit d'une société américaine, finlandaise ou allemande. C'est l'activité elle-même qui est visée.

You allude to some very important initiatives launched in the budget where we've done something that we have not done before in the area of critical minerals, such as copper, nickel, et cetera. There, we're providing tax credits not just for the mining activity itself, although the mining activity is eligible for the credits. We're also providing tax support for the downstream processing of those minerals, so that we are not just extracting materials but extracting them and processing them in Canada.

The traditional tax credit approach to this has been focused just on the mining activity, and the reason why we're so focused on this is that we believe that critical minerals are the new oil. In the industrial period, where fossil fuels were the driver of industrial activity, oil was a critical determinant. That gave rise to the politics around the Middle East, et cetera. In an economy where we're moving away from fossil fuels and toward lower carbon production, it's those critical minerals that will play the geopolitical role that oil did in the past.

For Canada, given that we have a reasonable endowment of critical minerals, how we use them, how we develop them in Canada and how we use them geopolitically vis-à-vis the United States and other countries is a critically important issue.

The Chair: We have to wrap that up.

Mr. Sabia: We encourage the investment by, in effect, sharing part of the cost of it through these credits. By lowering the cost of investment, we're trying to encourage investment into those areas. Part of it is the tax credit; part of it is the Canada Growth Fund providing capital for higher-risk investments. It's a whole variety of things required to get the level of investment up so that we can exploit those resources, process them and therefore generate social wealth.

The Chair: We've heard a lot of comments from all these different areas. I want to end very briefly, because we're out of time, on your actual bailiwick. We have interest rate issues, inflation, a growth problem, a productivity problem. The latest number I'm reading here is that every Canadian household has about \$2 of debt for every dollar of disposable income. Is that an issue for you that you have a plan to deal with?

Mr. Sabia: Senator, you started your question by saying that in Canada, we have productivity issues, investment issues, this issue, that issue. But you didn't say something else. We also have immense potential.

Vous avez fait allusion à certaines initiatives très importantes qui ont été lancées dans le Budget où nous avons fait quelque chose que nous n'avions jamais fait auparavant dans le domaine des minéraux critiques, tels que le cuivre, le nickel, et cetera. En effet, dans ces cas, nous offrons des crédits d'impôt non seulement pour l'activité minière elle-même, bien que celle-ci soit admissible à ces crédits, mais nous offrons également un soutien fiscal au traitement en aval de ces minéraux, de sorte que nous ne nous contentons pas de les extraire, mais que nous les traitons aussi au Canada.

Dans ce domaine, l'approche conventionnelle en matière de crédits d'impôt se concentre uniquement sur l'activité minière, mais nous nous concentrons maintenant sur les minéraux critiques parce que nous pensons qu'ils joueront le même rôle que le pétrole. En effet, au cours de la période industrielle, les combustibles fossiles étaient le moteur de l'activité industrielle et le pétrole était donc un facteur déterminant. C'est ce qui a donné naissance aux politiques du Moyen-Orient, et cetera. Dans une économie où nous nous éloignons des combustibles fossiles pour privilégier une production à faibles émissions de carbone, les minéraux critiques joueront le rôle géopolitique que le pétrole jouait auparavant.

Étant donné que le Canada dispose de ressources raisonnablement abondantes de minéraux critiques, la façon dont nous les utilisons et les exploitons au pays et comment nous les utilisons sur le plan géopolitique par rapport aux États-Unis et à d'autres pays est une question extrêmement importante.

La présidente : Nous devons conclure la discussion.

M. Sabia : Nous encourageons l'investissement en partageant une partie de son coût par l'entremise de ces crédits. En réduisant le coût de l'investissement, nous essayons d'encourager l'investissement dans ces domaines. Les crédits d'impôt y contribuent en partie, tout comme le Fonds de croissance du Canada, qui fournit des capitaux pour les investissements plus risqués. Il s'agit de toute une série de mesures nécessaires pour augmenter le niveau d'investissement, afin que nous puissions exploiter ces ressources, les transformer et générer de la richesse sociale.

La présidente : Nous avons entendu de nombreux commentaires dans tous ces domaines. J'aimerais conclure très brièvement, car nous n'avons plus de temps, avec votre domaine de compétences. Nous avons des problèmes liés aux taux d'intérêt, à l'inflation, à la croissance et à la productivité. Selon les dernières données, chaque ménage canadien a environ 2 \$ de dette pour chaque dollar de revenu disponible. Avez-vous un plan pour résoudre ce problème?

Mr. Sabia : Sénatrice, au début de votre question, vous avez dit qu'au Canada, nous avons des problèmes de productivité, des problèmes d'investissements et d'autres problèmes, mais vous n'avez pas mentionné notre immense potentiel.

The way I look at where we are as a country, the glass isn't half empty; the glass is half full. And half the time in Canada we spend too much time saying, "Oh, we've got this problem, and we've got that problem." I assure you, I go with my boss to a lot of G7 meetings and a lot of G20 meetings, and when I look around the room, whether it's from a fiscal point of view, an indebtedness point of view or any of those other things — I admit that Canada does have a productivity issue. Yes, I agree. Yes, we have business investment issues. Yes, I agree. And we have to overcome those. But, boy, when you stand back and you compare our circumstances fiscally, economically, in terms of growth potential, natural endowments, quality of the labour force, a whole variety of things, there are very few places I would rather be than in Canada right now, in the world as we have it.

The Chair: We will invite you back to talk about debt and many of those other things as well. Thank you so much, Michael Sabia, Deputy Minister, Department of Finance Canada, and with him today, Rhys Mendes, Assistant Deputy Minister of Economic Policy Branch. We really appreciate your time and, as many have said, your commitment to the country. And we have a promise he'll come back. That's wonderful.

Our meeting is at an end, and we'll see you again next week.

(The committee adjourned.)

Lorsqu'il s'agit de la situation de notre pays, je ne vois pas le verre à moitié vide, mais plutôt à moitié plein. Au Canada, nous passons trop de temps à dire que nous avons ce problème-ci ou ce problème-là. Je vous assure que j'accompagne mon patron à de nombreuses réunions du G7 et du G20, et lorsque je regarde autour de moi, que ce soit sur le plan fiscal, sur le plan de l'endettement ou dans un domaine connexe, j'admets que le Canada a un problème de productivité. Oui, j'en conviens. Oui, nous avons des problèmes liés aux investissements des entreprises. Oui, je l'admet. Et nous devons régler ces problèmes. Mais lorsqu'on prend du recul et que l'on compare notre situation fiscale et notre situation économique en ce qui concerne le potentiel de croissance, les réserves de ressources naturelles, la qualité de la main-d'œuvre et une série d'autres facteurs, il y a très peu d'endroits où je préférerais être qu'au Canada à l'heure actuelle, dans le monde d'aujourd'hui.

La présidente : Nous vous inviterons à revenir pour parler de l'endettement et de ces autres enjeux. Je remercie chaleureusement Michael Sabia, sous-ministre au ministère des Finances du Canada, et Rhys Mendes, sous-ministre adjoint à la Direction de la politique économique, qui l'accompagne aujourd'hui. Nous vous sommes très reconnaissants de votre temps et, comme de nombreuses personnes l'ont dit, de votre engagement à l'égard de notre pays. Et il a promis de revenir. C'est formidable.

C'est ce qui met fin à la réunion. Nous nous reverrons la semaine prochaine.

(La séance est levée.)
